



LEXIBOOK - LINGUISTIC ELECTRONIC SYSTEM

Société anonyme au capital de 2 020 506 €.

**Siège social : 2, avenue de Scandinavie, Z.A. de Courtabœuf, 91953 Les Ulis.
323 036 921 R.C.S. Evry**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 SEPTEMBRE 2012

Table des matières

I.	PERSONNES RESPONSABLES	4
I1.	Nom et fonction du responsable du Rapport Financier Semestriel	4
I2.	Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel	4
II.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	4
II1.	Commissaires aux comptes titulaires	4
II2.	Commissaires aux comptes suppléants	4
III.	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	5
IV.	FACTEURS DE RISQUES	5
IV1.	Risques de liquidité	5
IV2.	Risques financiers	7
IV3.	Risques de taux	8
IV4.	Risques juridique	9
IV41.	Risques liés aux contrats de licences de marques	9
IV42.	Risques réglementaires	10
IV5.	Risques fiscaux	10
IV6.	Risques industriels et risques liés à l'environnement.....	10
IV7.	Risques clients.....	11
IV8.	Risques liés aux stocks	11
IV9.	Risques liés au transport	11
IV10.	Risque de saisonnalité	12
IV11.	Risque de non reconstitution des capitaux propres	12
IV12.	Risques liés aux impôts différés	12
IV13.	Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus.....	12
IV14.	Risques résultant de l'exercice par la société de son activité	12
IV15.	Faits exceptionnels et litiges.....	12
V.	DESCRIPTION DU MARCHE ET DES ACTIVITES DE LA SOCIETE	13
V1.	Principales activités	13
V11.	Stratégie	13
V12.	Recherche & Développement.....	14
V13.	Canaux de distribution : FOB / NON FOB	14
VI.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	16
VI1.	Situation financière des comptes semestriels au 30 septembre 2012, 2011 et 2010.....	16
VI11.	Situation financière – bilan simplifié : 1 ^{er} semestre 2012-2013 / 2011-2012.....	16
VI12.	Situation financière – bilan simplifié : 1 ^{er} semestre 2011-2012 / 2010-2011.....	17
VI2.	Compte de résultat arrêté au 30 septembre 2012, 2011 et 2010	17
VI21.	Compte de résultat – exercices 2012-2013 / 2011-2012	17
VI22.	Compte de résultat – exercices 2011-2012 / 2010-2011	17
VII.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	19
VII1.	Comptes semestriels au 30 septembre 2012.....	19
VII11.	Bilan consolidé pour le semestre arrêté au 30 septembre 2012.....	20
VII12.	Compte de résultat consolidé arrêté au 30 septembre 2012	21

VII13.	Tableau de variation des capitaux propres arrêté au 30 septembre 2012.....	22
VII14.	Tableau consolidé des flux de trésorerie arrêté au 30 septembre 2012	23
VII15.	Annexes aux comptes consolidés arrêté au 30 septembre 2012	24

I. PERSONNES RESPONSABLES

I1. Nom et fonction du responsable du Rapport Financier Semestriel

Le président du Directoire, Monsieur Aymeric LE COTTIER, est responsable des informations contenues dans le présent document.

I2. Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les Ulis, le 15 novembre 2012

Aymeric LE COTTIER
Président du Directoire

II. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

II1. Commissaires aux comptes titulaires

- **C et V Audit et Associés**
8, rue Duplex
75 015 Paris
Représenté par Monsieur Georges de BONDY
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin de mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015
- **Mazars**
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
Représenté par Monsieur Serge CASTILLON
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin du mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015

II2. Commissaires aux comptes suppléants

- **Cabinet E.A.L**
16 rue Amelot
75 011 Paris
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin du mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015
- **RSA SEEC et Associés**
40 avenue Hoche
75 008 Paris
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin du mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015

III. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau ci-dessous présente les principales données comptables et opérationnelles du Groupe pour les trois derniers exercices annuels et sur les trois dernières situations semestrielles.

Tableau des chiffres clés (en €)	Au 30/09/12	Au 30/09/11	Au 30/09/10	Au 31/03/12	Au 31/03/11	Au 31/03/10
Capital Social	2 020 506	1 921 044	3 883 266	2 020 506	1 921 044	3 883 266
Capitaux propres part du groupe	6 627 275	5 364 476	1 428 820	5 293 847	3 623 534	452 880
Dettes financières	18 255 105	19 312 427	16 222 474	7 758 571	11 388 198	18 070 541
<i>Dont Affacturage</i>	<i>4 441 649</i>	<i>8 881 922</i>	<i>2 972 389</i>	<i>1 336 367</i>	<i>2 036 764</i>	<i>3 134 680</i>
Trésorerie active	6 097 428	5 323 974	2 035 743	3 520 742	1 653 434	3 109 071
Actif Immobilisé	3 421 129	4 438 620	7 991 329	3 933 913	5 735 966	8 904 736
Total bilan	40 931 231	46 116 428	40 585 865	22 007 371	25 566 552	33 500 164
Produits d'exploitation	18 574 769	22 820 889	20 790 058	40 603 314	39 268 982	39 774 364
Résultat (courant) des activités poursuivies avant charges financières et avant impôt	1 629 996	2 540 086	1 113 382	1 866 037	1 935 459	-2 938 491
Resultat courant avant impôt	1 852 380	2 153 572	1 446 528	1 306 115	869 210	-3 649 138
Résultat net consolidé part du groupe	1 506 202	1 702 981	1 279 232	1 037 110	688 524	-3 789 753
Résultat net consolidé part du groupe par action	0,37	0,45	1,16	0,27	0,18	-3,43
Ratio d'endettement net (1)	183%	261%	993%	80%	269%	3304%
Ratio d'endettement net retraité (2)	116%	95%	785%	55%	212%	2611%
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	0

(1) Le ratio d'endettement net est calculé en prenant le total des dettes financières moins la trésorerie active, rapporté au total des fonds propres

(2) Le ratio d'endettement net retraité est calculé en prenant le total des dettes financières retraité de l'affacturage moins la trésorerie active, rapporté au total des fonds propres

IV. FACTEURS DE RISQUES

Le groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous.

La société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

IV1. Risques de liquidité

Tableau de synthèse de l'endettement sur les trois derniers exercices annuels et sur les trois dernières situations semestrielles.

Endettement net (en €)	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2012	31/03/2011	31/03/2010
Concours bancaires	10 218 892	6 407 149	8 471 852	3 416 768	4 954 895	13 252 998
Affacturage	4 441 649	8 881 922	2 972 389	1 336 367	2 036 764	3 134 680
CDP OSEO Part Courante	0	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Crédit moyen terme part courante	784 000	784 000	784 000	784 000	784 000	n/a
crédits baux part courante	69 207	91 244	92 609	91 834	90 661	99 439
Intérêts courus	25 768	32 727	33 020	24 054	33 750	0
Total dettes financières part courante	5 320 624	9 789 893	3 882 018	2 236 255	2 945 175	3 234 119
Emprunt Obligataire	343 588	890 177	768 151	318 406	825 151	1 377 787
CDP OSEO Part non Courante	1 000 000	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Crédit moyen terme part non courante	1 372 000	2 156 000	2 940 000	1 764 000	2 548 000	n/a
crédits baux part non courante	0	69 208	160 453	23 142	114 977	205 637
Total dettes financières part non courante	2 715 588	3 115 385	3 868 604	2 105 548	3 488 128	1 583 424
Total dettes financières - A	18 255 104	19 312 427	16 222 474	7 758 571	11 388 198	18 070 541
Trésorerie active - B	6 097 428	5 323 974	2 035 743	3 520 742	1 653 433	3 109 071
Comptes courants associés - C	0	28 154	1 400 000	28 699	27 582	30 072
Total endettement net (A-B+C)	12 157 676	14 016 607	15 586 731	4 266 528	9 762 347	14 991 542

Ces éléments sont décrits dans les notes 11 (trésorerie active), 14 (dettes financières) et 17.3 (autres dettes d'exploitation non courantes) des comptes financiers.

Les lignes de concours bancaires sont utilisées au maximum à fin septembre pour pouvoir financer les productions pour honorer les livraisons du dernier trimestre civil. L'affacturage, en net repli vs 30/09/2011 est en lien direct avec la baisse de chiffre d'affaires constatée au 30/09/2012 due aux livraisons de la nouvelle gamme de tablettes sur le dernier trimestre de l'année 2012 alors que l'an dernier, le Groupe avait déjà facturé plus de 40 000 tablettes au 30/09/2011.

Le crédit moyen terme mis en place lors de la signature du premier protocole le 26 avril 2010 est remboursé selon l'échéancier prévu, les 9 premières échéances ont déjà été honorées au 30 septembre 2012.

La hausse de l'emprunt obligataire est la résultante de la constatation dans les comptes consolidés de la reconstitution de dette prévue dans le § « faits marquants » des comptes consolidés au 31 mars 2012.

Pour le financement de ses achats de marchandises, le groupe utilise des lignes de CREDOC et des « Stand-By Letter of Credit » (SBLC). Jusqu'à ce jour le groupe a toujours couvert ses besoins en CREDOC et plus généralement les besoins de financement de ses achats de marchandises.

Ces financements sont portés par la société mère, Lexibook France S.A. et par sa filiale à Hong Kong. Les besoins de financement sont essentiellement des besoins court terme liés au financement du besoin en fond de roulement.

La société avait initialement conclu le 26 avril 2010 un protocole avec ses partenaires bancaires dont l'actualisation est décrite dans les faits marquants. Ce protocole lui assurait son financement et prévoyait une clause de revoir avant le 31 janvier de chaque année.

La société a engagé une négociation avec ses partenaires bancaires pour obtenir le maintien de ses lignes de crédit. Ce renouvellement qui avait fait l'objet d'un nouveau protocole de conciliation le 4 janvier 2011 a fait l'objet d'un nouveau protocole en date du 16 décembre 2011 homologué devant le tribunal de commerce en date du 19 décembre 2011.

Le tableau ci-dessous présente les lignes de crédit, leurs échéances et leurs garanties telles qu'elles résultent du nouveau protocole homologué le 19 décembre 2011. Les montants tirés sont ceux à la date du 30 septembre 2012.

Detail des lignes de crédit au 30 septembre 2012						
LEXIBOOK France						
Nature ligne	Ligne €	Ligne USD	Utilisation bilan	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
Emprunt Obligataire	0,36 M€	n/a	0,36 M€		21/04/2015	N/A
Credit Moyen Terme	3,92 M€	n/a	2,16 M€		21/05/2015	N/A - remb nominal annuel de 0.78 M€
Facilités de caisse	0,15 M€	n/a	0,04 M€	Néant	30/10/2012	A compter du 01/04/2012. Gage sur stocks à hauteur de 3.5 M€
Crédit de campagne	1 M€	n/a	1 M€		30/10/2012	A compter du 01/04/2012. Gage sur stocks à hauteur de 3.5 M€
CREDOC	5,61 M€	7,49 M\$	Néant	6.18 M\$ equivalent à 4,78 M€	31/01/2013	Clause de revoir annuelle
CREDOC New Money	3,5 M€	4,67 M\$	Néant	4.39 M\$ equivalent à 3,40 M€	30/11/2012	A compter du 01/04/2012. Gage sur stocks à hauteur de 3.5 M€
SBLC	3,97 M€	5,3 M\$		5,3 M\$	31/01/2013	Clause de revoir annuelle
Change	14,97 M€	20 M\$		4,3 M\$	31/01/2013	Clause de revoir annuelle
La ligne New Money cadre avec les besoins de financement saisonniers de Lexibook						
LEXIBOOK Hong Kong						
Nature ligne	Ligne €	Ligne USD	Utilisation bilan	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
CREDOC et facilités de caisses	6,21 M€	8,3 M\$	8,4 M\$ (6,53 M€) en CREDOCS et 0,4 M\$ (0,31 M€) facilités de caisses	4,87 M\$ (3,77 M€) en CREDOC	31/01/2013	Clause de revoir annuelle
CREDOC	2,25 M€	3M\$	3 M\$ (2,32 M€)	2 M\$ (1,55 M€) en CREDOC	31/01/2013	Clause de revoir annuelle

NB : Pour pouvoir rapprocher le total des utilisations bilans présenté ci-dessus (12,72 M€) du total des dettes financières présenté en note 14 des comptes consolidés (18,25 M€), il convient de rajouter l'encours factor (4.44 M€), le CDP OSEO (1M€), les crédits baux (0,07 M€) et les intérêts courus non échus (0,02 M€).

Les lignes sont accordées par le protocole en tenant compte de la saisonnalité de Lexibook, les échéances de ces lignes sont donc compatibles avec les besoins de financement de la campagne 2012 de Lexibook. Les lignes octroyées à Lexibook Hong Kong peuvent, pour partie, être utilisées en facilités de caisse ou en CREDOCS. Pour des raisons techniques locales, les engagements CREDOCS sont

comptabilisés dès la prise de cet engagement, contrairement en France, où les utilisations de lignes CREDOCS sont exclusivement des engagements hors bilan. Pour le financement du poste client, le groupe a mis en place une solution d'affacturage au niveau européen (cf. note 3.6 des comptes au 30/09/12).

Comme indiqué ci-dessus, le 4 janvier 2011, un accord de conciliation a renouvelé les engagements pris par les partenaires bancaires et financiers ; il a été homologué par le tribunal le 10 janvier 2011. Les principaux termes de cet accord sont :

Maintien à l'identique des lignes de crédit consenties à Lexibook Hong Kong (5,3 M\$ de lettre de crédit stand-by et 6 M\$ de contre garantie au profit de banques de Hong Kong pour ouvertures de lignes à la société Lexibook Hong Kong) et des lignes de crédits documentaires actuelles ou équivalent consenties à la société Lexibook France (5,61 M€ de lignes de crédits documentaires) jusqu'au 31 janvier 2013.

Renouvellement à l'identique des lignes de crédits documentaires dites « New money » à hauteur de 3,5 M€ au profit de Lexibook France jusqu'au 30 novembre 2012 et qui permettent d'assurer les pics de trésorerie liés à la saisonnalité.

Renouvellement à l'identique d'un crédit de campagne à hauteur de 1 M€ et d'une facilité de caisse de 0,15 M€, échéance 31 octobre 2012.

Renouvellement à l'identique des lignes de couverture de change à hauteur de 13.5 M\$ et possibilité en négociation bilatérale de compléter ces lignes de 6 M\$ en fonction du chiffre d'affaires passé en FOB. Au 31 mars, la société utilise 4.5 M\$ de couverture. Sachant que le besoin de l'entreprise par le passé était de l'ordre de 20 M\$, la société estime que le protocole lui permet faire face à tous ses besoins.

Engagements de l'obligataire identiques à ceux du premier protocole. Ce dernier acceptant de convertir au minimum les 2/3 de son emprunt obligataire, soit 1M€ (réalisé en février 2012, cf. faits marquants de l'exercice)

Engagements des actionnaires majoritaires (MM Aymeric, Emmanuel et Luc Le Cottier) : Maintenir les fonds propres ou quasi fonds propres à 6 M€ minimum au 31 décembre 2012.

Inscription de nantissement des comptes titres LEXIBOOK détenus par la famille LE COTTIER et représentant globalement (15.50%) du capital de la Société avant la dernière augmentation de capital.

- Soit Monsieur Luc LE COTTIER : (152.407 actions)
- Soit Aymeric LE COTTIER (222.195 actions)
- Soit Emmanuel LE COTTIER (220.978 actions)

La mainlevée de cette garantie sera donnée après parfait paiement des sommes dues au titre de la « new money », soit le 30 novembre 2012 au plus tard.

Garantie OSEO à hauteur de 1.5 M€ sur la « new money »

Hormis le non-respect des échéances de remboursements et le respect des engagements sur le renforcement des fonds propres ou quasi fonds propres, il n'y a pas de clause de défaut ou d'exigibilité anticipée.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et estime que ce nouvel accord lui permet de faire face à ses engagements et échéances sur une période d'au moins 12 mois à la date d'arrêté des comptes et assurer la continuité de son exploitation.

Toutefois la société précise que cette déclaration est basée sur l'hypothèse de maintenir ses fonds propres ou quasi fonds propres à hauteur de 6 M€ au 31/12/2012. Compte tenu du niveau de fonds propres et quasi fonds propres au sens du protocole au 30 septembre 2012 (7.62 M€), la société est très confiante pour tenir cet engagement mais ne peut apporter de garanties quant à l'atteinte de cet objectif.

En cas de non-respect de cet engagement, ses partenaires bancaires et obligataires pourraient alors demander le remboursement anticipé de leurs lignes moyen terme (1.77 M€ au 31/01/2013) et obligations (0.5M€).

Compte tenu des clauses d'exigibilité anticipée du protocole, la demande de remboursement anticipé ne pourrait intervenir au plus tôt le 31 janvier 2013 pour les créanciers bancaires et au plus tôt mi-janvier 2013 pour les créanciers obligataires.

IV2. Risques financiers

Le Groupe Lexibook, opérant dans un contexte international, est exposé aux risques de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'US dollar. Le risque de change porte notamment sur des transactions commerciales futures.

La totalité des achats sont réalisés en dollars US et 45 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2012-2013 est également réalisé en USD (contre 61% du chiffre d'affaires réalisé en 2010-2011) et présente donc une couverture naturelle sur cette devise. Cette couverture naturelle est réalisée via le canal de distribution FOB, pour lequel la facturation est réalisée en USD et permet donc de couvrir une partie des achats réalisés en USD.

Le risque de change, crée de la volatilité sur les résultats, les capitaux propres ainsi que sur les flux de trésorerie.

Le Groupe Lexibook a recours à des instruments dérivés dans diverses stratégies de couverture pour éliminer ou limiter les risques financiers auxquels il est exposé. Les principaux instruments dérivés utilisés sont le change à terme ferme et optionnel. Les lignes de couverture de change concernées sont explicitement prévues dans le protocole du 04/01/11 (cf. point ci-dessus) et Lexibook estime qu'elles sont adaptées à son besoin.

Les instruments dérivés qui constituent une couverture économique mais qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture en IFRS, sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le groupe Lexibook a pour politique de couvrir un budget d'achats futurs de marchandises payables en US dollar. La couverture du budget d'achat a nécessité un découpage en différentes périodes de temps (« time bucket ») suffisamment fines.

Le Groupe Lexibook ne couvre que la part sécurisée de son budget, c'est-à-dire, la part récurrente et peu soumise à aléas. Au 30 septembre 2012, les achats de marchandises payables en USD au titre du budget 2012/2013 sont couverts à 25 %, ce qui correspond au besoin à fin septembre.

Le groupe a procédé à la revue de son risque de change au 30 septembre 2012

Risque de change	USD	GBP	HKD
Actifs	15 831 439	410 415	5 048 286
Passifs	21 197 882	154 308	9 455 194
Position nette avant gestion	-5 366 443	256 107	-4 406 908
Hors Bilan	-11 300 000		-35 000 000
Couvertures	-4 265 199		
Position nette globale après gestion	-20 931 642	256 107	-39 406 908

Sensibilité en euros	Impact sur le résultat		Impact sur les Capitaux propres	
	Hausse de 1%	Baisse de 1%	Hausse de 1%	Baisse de 1%
USD	161 885	- 161 885	- 3 363	3 363
GBP	- 3 209	3 209	- 20 807	20 807
HKD	39 304	- 39 304	49 137	- 49 137
TOTAL	197 981	- 197 981	24 967	- 24 967

IV3. Risques de taux

Le groupe a procédé à la revue de son risque de taux au 30 septembre 2012

Risque de taux	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Passifs Financiers	15 539 517	2 715 588	0
Actifs Financiers	165 453		
Position nette	15 374 064	2 715 588	0

Au 30 septembre 2012, dans le cas d'une hausse des taux de 1 point, le manque à gagner serait de 180 897 €

Le groupe analyse régulièrement l'opportunité financière de la mise en place de swaps de taux (variable / fixes). A la date d'établissement du présent rapport, compte tenu du coût jugé élevé des swaps, aucune couverture n'a été initiée.

La ventilation taux fixe / taux variable est présentée dans la note 14.3 pour les passifs financiers, les actifs financiers sont détaillés en note 7 des comptes annuels.

IV4. Risques juridique

IV41. Risques liés aux contrats de licences de marques

	2010/2011 30/09/2010	2011/2012 30/09/2011	2012/2013 30/09/2012
Chiffre d'Affaires sous Licences %	12 557 897 60,9%	10 207 487 45,1%	8 476 114 46,2%
Chiffres d'Affaires hors Licences %	8 073 944 39,1%	12 447 952 54,9%	9 876 876 53,8%
TOTAL	20 631 841	22 655 439	18 352 990

Part du licensor le plus important	19,0%	14,6%	13,95%
Part des 5 premiers licensors	57,9%	37,8%	37,83%
Part des 10 premiers licensors	60,9%	42,4%	43,17%

1/ Risque lié aux Minimum garantie (MG)

Au cours des trois dernières années, des contrats de licence de marque ont été conclus par LEXIBOOK avec des partenaires tels que Mattel, Walt Disney, Hasbro, Marvel, Noddy. D'une durée de 3 à 5 ans reconductibles, ils prévoient des montants minima garantis de royalties à verser aux concédants. Le risque lié à ces MG serait de devoir payer des royalties sans atteindre le chiffre d'affaires correspondant et prévu contractuellement.

Ces minima sont atteints pour l'exercice 2011-2012 et devraient l'être également pour les exercices à venir. Les taux de royalties varient traditionnellement de 3% à 17%.

2/ Risque lié à la non reconduction

La non reconduction d'une licence pourrait entraîner une baisse de chiffre d'affaires, toutefois, compte tenu du renouvellement régulier des licences au cours des derniers exercices ce risque ne semble pas significatif. Les licences sont accordées à la fois pour des durées variables, traditionnellement trois à cinq ans, dont les termes sont différents, sur plusieurs familles produits (en moyenne 5 à 10). Le groupe considère que ces éléments, notamment, produisent un effet dilutif sur le risque de dépendance puisque la probabilité de perdre une licence sur la totalité des produits lui semble faible.

Le risque de non renouvellement des licences serait d'avoir en stock des marchandises qui ne seraient plus commercialisables. Au cours des dernières années, les enjeux n'ont pas été significatifs, d'autant plus que les contrats de licence prévoient tous une clause dite de « sell off » permettant de vendre les produits pendant une période de 3 à 12 mois après l'échéance du contrat.

4/ Risque de dépendance

La société n'a pas identifié de risque de dépendance autre que ceux identifiés ci-dessus. Toutefois la perte d'une licence renommée entraînant la perte d'exclusivité de certains produits, cela pourrait entraîner un déréférencement auprès de certains clients et dans l'hypothèse la plus défavorable mettre en péril le renouvellement des autres licences.

IV42. Risques réglementaires

Compte tenu de l'harmonisation européenne et de la directive R&TTE supprimant les contraintes liées notamment aux casques VHF, il n'y a pas de risque réglementaire existant à ce jour. LEXIBOOK se conforme au règlement CE 1103/97. Il n'existe aucun risque résultant d'une réglementation au 30/09/2012 sur l'ensemble des produits commercialisés par LEXIBOOK.

Tous les produits fabriqués et commercialisés par LEXIBOOK répondent aux normes de compatibilité électromagnétique applicables dans l'Union Européenne. En outre, conformément à la législation en vigueur, le segment spécifique du jouet répond à toutes normes mécaniques, chimiques, électriques et d'inflammabilité, nous garantissant une parfaite sécurité.

IV5. Risques fiscaux

Au mieux de notre connaissance, la société n'est exposée à aucun risque fiscal. Aucun contrôle n'est en cours.

IV6. Risques industriels et risques liés à l'environnement

LEXIBOOK n'est dépendant d'aucun fournisseur en particulier. La société a en permanence la possibilité de recourir à des fabricants différents en cas de besoin ce qui lui permet de réorganiser sa production en quelques semaines. Ce risque est donc pris en compte par l'entreprise.

Environ soixante usines travaillent à la fabrication des produits. Elles sont soumises à des impératifs de qualité, de prix et de délai, dont le défaut est sanctionné par des pénalités.

Ces usines ont été sélectionnées en fonction de leur solidité financière et de leur qualité de production.

Enfin, les usines sont liées à LEXIBOOK par des accords de confidentialité et de non divulgation d'informations et par un accord cadre négocié au cas par cas et précisant les contraintes de respect de qualité, des normes techniques, des prix, des délais et des pénalités éventuelles. Le délai de règlement moyen de ces fournisseurs est de 30 à 60 jours par virement bancaire ou lettre de crédit.

Le risque de composants défectueux, inhérent à l'activité et partagé par tous les autres constructeurs, est maîtrisé grâce à un contrôle exercé directement par LEXIBOOK Hong-Kong sur les usines de fabrication asiatiques ou indirectement, par le biais d'entreprises spécialisées. Ce risque ne s'est jamais traduit par des difficultés réelles au cours des années passées.

Le risque de pénurie de composants n'est pas significatif étant donné la diversité des fournisseurs de Lexibook, sa capacité à anticiper les besoins de ses clients et la possibilité de substituer les composants indisponibles. Il n'y a eu aucune tension sur le marché des composants au cours du premier semestre 2012-2013 dont Lexibook aurait pu subir les effets pervers.

Risques technologiques : LEXIBOOK maîtrise sa recherche et développement ainsi qu'une partie de sa production. En effet, son bureau d'études basé à Hong-Kong est proche des sites de fabrication et assure ainsi un suivi attentif du risque technologique.

Etant donnée la nature de son activité, la société protège ses marques et ne dépose pas de brevets.

Dans le domaine de la propriété industrielle, les logos, les marques LEXIBOOK, LEXIBOOK Junior, TOUCHMAN et Tablet PC et plus de 100 marques appartenant à la société, sont déposés en France et pour partie en Europe et / ou dans le monde entier. Les protections courent jusqu'en 2013 pour les plus proches à 2024 pour les plus lointaines.

Depuis une dizaine d'année, LEXIBOOK a étendu la protection de ses marques à l'Internet, en procédant à l'enregistrement de principaux noms de domaine correspondant à son portefeuille de marques internationales.

Autres risques particuliers :

Intensification de la pression sur les prix et risque de concurrence

Sur le marché des produits électroniques grand public, l'érosion observée sur les prix de vente s'accompagne d'une érosion de la marge des offreurs.

La réponse consiste à :

- Lancer de nouveaux produits,
- Créer de la valeur ajoutée grâce à de nouvelles fonctionnalités, améliorer le marketing autour des produits,
- Augmenter les ventes et donc nos approvisionnements pour obtenir des conditions d'achats attractives,
- Maintenir nos frais de structure à un plus faible niveau que nos concurrents, qui en raison de leur taille, connaissent des frais fixes incompressibles supérieurs aux nôtres.

IV7. Risques clients

Le délai de paiement moyen est de 60 jours. La société souscrit une assurance-crédit sur pratiquement tous ses clients, à hauteur de 60 à 75 % de la créance TTC selon qu'il s'agisse de clients dénommés (c'est-à-dire signalés et pour lesquels une autorisation a été demandée) ou non dénommés.

Les principaux clients sont les enseignes majeures de la grande distribution et de la distribution spécialisée comme Carrefour, Joue club, Toys R us, Argos, Auchan, Leclerc, Système U, LIDL, Intermarché et Casino. Ces enseignes ne présentent pas de risque de solvabilité.

Le tableau ci-dessous montre la répartition entre les autres acteurs et souligne la limitation du risque de dépendance clients. Il n'en reste pas moins que dans un marché relativement concentré, la perte d'un des principaux clients de la Société pourrait entraîner une baisse de son chiffre d'affaires, si la Société n'était pas en mesure d'attirer de nouveaux clients. De plus, même si la Société parvenait à attirer de nouveaux clients, ceux-ci pourraient ne pas avoir besoin du même niveau de produits que les clients perdus ou pourraient demander des conditions de paiement différentes.

Le tableau suivant indique la concentration de la clientèle au cours des trois dernières situations.

	Au 30/09/12				Au 30/09/11				Au 30/09/10			
	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE
Client 1	1 966 230	10,71%	1 966 230	10,71%	5 634 297	24,87%	5 634 297	24,87%	2 774 132	13,64%	2 774 132	13,64%
Client 2	1 535 354	8,37%	3 501 584	19,08%	2 132 605	9,41%	7 766 902	34,28%	2 356 218	11,58%	5 130 350	25,22%
Client 3	1 441 868	7,86%	4 943 452	26,94%	1 318 537	5,82%	9 085 439	40,10%	1 021 587	5,02%	6 151 937	30,24%
Client 4	1 367 901	7,45%	6 311 353	34,39%	1 226 487	5,41%	10 311 926	45,52%	1 002 889	4,93%	7 154 826	35,17%
Client 5	1 241 874	6,77%	7 553 227	41,16%	1 104 360	4,87%	11 416 286	50,39%	920 794	4,53%	8 075 620	39,70%
Client 6	1 238 638	6,75%	8 791 865	47,90%	923 849	4,08%	12 340 135	54,47%	825 573	4,06%	8 901 193	43,76%
Client 7	841 904	4,59%	9 633 769	52,49%	724 553	3,20%	13 064 688	57,67%	674 785	3,32%	9 575 978	47,07%
Client 8	440 505	2,40%	10 074 274	54,89%	639 168	2,82%	13 703 856	60,49%	600 198	2,95%	10 176 176	50,02%
Client 9	412 884	2,25%	10 487 158	57,14%	557 355	2,46%	14 261 211	62,95%	573 070	2,82%	10 749 246	52,84%
Client 10	376 474	2,05%	10 863 632	59,19%	544 246	2,40%	14 805 457	65,35%	485 347	2,39%	11 234 593	55,23%
Clients autres	7 489 358	40,81%	18 352 990	100,00%	7 849 982	34,65%	22 655 439	100,00%	9 108 632	44,77%	20 343 225	100,00%
TOTAL	18 352 990	100,00%	18 352 990	100,00%	22 655 439	100,00%	22 655 439	100,00%	20 343 225	100,00%	20 343 225	100,00%

IV8. Risques liés aux stocks

Le stock net au 30 septembre 2012 représente 12 M€ contre 11.3 M€ au 30 septembre 2011. Le stock est centralisé et géré à Anvers.

La société est exposée à un risque de rupture de stock et de surstock, dans le cas d'une demande réelle non conforme aux prévisions. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne plus être disponibles du fait d'une rupture de stock, sa réputation pourrait en être altérée, ce qui pourrait nuire à ses efforts commerciaux. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne pas s'écouler de manière satisfaisante, la société pourrait alors avoir à concéder des baisses de prix significatives.

Afin de réduire ce risque, la société :

- Utilise un système d'information pour passer ses commandes et gérer les stocks.
- Passe des commandes auprès de ses fournisseurs, soit lorsqu'elle dispose de commandes fermes, soit à minima aux vues de l'historique de chaque client et de ses intentions d'achat exprimés en début d'année lors des salons professionnels à Hong Kong.

Enfin, la société a souscrit une assurance multirisque couvrant les pertes sur stock ainsi que la perte d'exploitation liée.

Dans l'éventualité où les commandes réelles seraient supérieures aux prévisions et aux approvisionnements, Lexibook pourrait être amené à expédier les marchandises en rupture par avion et par camions en express, ce qui pourrait occasionner des frais sur achats significatifs, venant directement impacter la marge. Dans l'éventualité où Lexibook ne pourrait pas livrer ces marchandises même en recourant au transport aérien, le Groupe serait confronté à un manque à gagner et éventuellement à des pénalités de retard ou de non-livraison de ses clients. Lexibook ayant connaissance des commandes ou des prévisions de commandes de ses clients plusieurs mois à l'avance, ce risque est néanmoins faible.

IV9. Risques liés au transport

LEXIBOOK, lorsqu'elle vend en NON FOB a la responsabilité du transport depuis les pays où elle fait fabriquer vers son entrepôt d'Anvers, puis vers ses marchés de distribution. La société a recourt à différents transporteurs et moyens de transport (mer et air) et a souscrit une assurance transport.

IV10. Risque de saisonnalité

Dans le secteur des jouets, plus de 65% de l'activité est généralement générée sur une période courte entre le mois d'août et le mois de novembre. Cela nécessite une bonne planification, entraîne des pics de trésorerie et rend plus difficile la visibilité sur les résultats dans les trois derniers mois de l'exercice.

Ce risque étant une donnée de son marché, Lexibook met en place des actions pour sécuriser cette pointe d'activité, notamment en suivant les délais d'approvisionnement et en négociant avec ses partenaires bancaires des lignes de financement supplémentaires sur cette période.

IV11. Risque de non reconstitution des capitaux propres

Au 30 septembre 2012, les capitaux propres du groupe sont à hauteur de 6.62 M€. Il n'existe donc pas de risque de non reconstitution des capitaux propres.

IV12. Risques liés aux impôts différés

Au 30 septembre 2012 les impôts différés sont activés dans les comptes pour une valeur nette de 0.73 M€ (0.86 M€ à l'actif et 0.13 M€ au passif) contre 0.91 M€ au 31 mars 2012.

La justification du maintien de l'activation des impôts différés résulte à la fois du fait qu'il n'y ait pas de date d'expiration quant à l'utilisation des déficits reportables activés et au fait que compte tenu de l'amélioration des résultats constatés au cours de l'exercice et des taux d'imposition en France (33.3%) et à Hong Kong (17.5%), LEXIBOOK pense raisonnablement absorber ses déficits reportables dans un délai raisonnable.

Si les résultats futurs ne permettaient pas d'absorber ces résultats de manière favorable, LEXIBOOK serait amené à devoir réduire le montant des impôts différés activés.

IV13. Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus

L'entreprise dispose d'assurances pour l'ensemble des risques généraux inhérents à l'exercice de son activité. La société a notamment une assurance multirisque professionnelle - qui couvre les risques d'incendie (à hauteur de 2 717 256 € par sinistre), les frais supplémentaires d'exploitation (à hauteur de 450 000 € par sinistre), le vol (à hauteur de 38 000 €) - une assurance responsabilité civile de l'entreprise couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels confondus (à hauteur de 9 125 846 € par sinistre) , une assurance stocks (à hauteur de 6 millions d'euros par sinistre) et marchandises transportées (à hauteur de 914 695 € par transport), une assurance risque clients (France et export), une assurance hommes clefs (en cas de décès de Aymeric ou Emmanuel LE COTTIER, la société Lexibook percevra 805 000 euros individuellement) et une assurance du parc automobile. Les risques susceptibles d'être encourus ont été objectivement appréciés et bénéficient d'une couverture appropriée. Au titre du premier semestre 2012-2013 les primes relatives à toutes ces assurances se sont élevées à 132 335 € pour l'ensemble du groupe Lexibook.

IV14. Risques résultant de l'exercice par la société de son activité

Le groupe Lexibook poursuit une politique sociale résolue dans le cadre des législations nationales encadrant ses filiales. Il s'interdit notamment de recourir au travail dissimulé et plus généralement s'engage à respecter l'ensemble de ses obligations définies dans le code du travail.

Il s'engage à respecter la Convention des Nations Unies sur le droit de l'enfant et les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail et notamment à ne pas recourir à de la main d'œuvre infantile ou forcée et est attentif à ce que ses sous-traitants en Asie respectent eux-mêmes ces obligations.

Le groupe est conscient des difficultés liées à l'augmentation des déchets ménagers et fait la promotion d'emballages en matériaux recyclable autant que cela est commercialement possible. La société a adhéré à des organismes permettant la collecte et le recyclage des déchets d'origine électronique selon les dispositions de la directive DEEE.

IV15. Faits exceptionnels et litiges

Le Groupe est susceptible d'être, impliqué dans un certain nombre de procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités. Le Groupe ne peut notamment pas garantir que certains de ses clients ne seront pas confrontés à des problèmes de qualité avec ses produits. En cas de dysfonctionnement des

produits commercialisés par la Société, la responsabilité délictuelle ou contractuelle de la Société pourrait être engagée. Des dommages et intérêts pourraient être demandés dans le cadre de ces procédures.

Il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges pouvant avoir ou ayant eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société et de ses filiales

V. DESCRIPTION DU MARCHE ET DES ACTIVITES DE LA SOCIETE

V1. Principales activités

La société LEXIBOOK conçoit et commercialise une gamme complète de produits électroniques de loisirs sous marque propre et licences, comme par exemple des ordinateurs ou tablettes éducatives, des jeux scientifiques, des jeux interactifs, des produits audio et vidéo, ...

V11. Stratégie

Lors de son introduction en bourse la société avait présenté un plan de développement qui reposait principalement sur trois axes stratégiques:

- La poursuite du développement en France,
- Le développement des ventes à l'international,
- Le développement de nouveaux produits.

Ces objectifs ont été globalement atteints. Ils demeurent des axes de développement importants pour l'avenir.

Fort de son succès en France et pour profiter de ses atouts technologiques, LEXIBOOK décidait d'étendre ses ventes à l'export et de s'intéresser au marché du jouet en rachetant en 1998 les sociétés ITMC France et SPACE TOYS Hongkong.

Aux objectifs initiaux sont venus s'ajouter récemment les objectifs suivants :

- Assurer l'évolution des gammes vers l'électronique de loisir,
- Nouer et pérenniser des accords de licences majeurs qui sont négociés au niveau du groupe et qui sont assortis de minimums garantis qui peuvent être décaissés à la signature du contrat ou au fur et à mesure de la réalisation du chiffre d'affaires, en fonction des contrats,
- Continuer la prospection et le développement commercial sur de nombreux territoires,
- Optimiser sa chaîne de distribution.

L'innovation technologique

- Lancer des produits nomades à prix modéré, connectables à Internet et utilisant les ordinateurs personnels, les tablettes pour enfants.
- Intégrer au catalogue de plus en plus de produits d'électronique de loisirs au design séduisant et adapté à chaque cible en termes de fonctionnalités.
- Permettre aux utilisateurs des produits LEXIBOOK d'accéder à la technologie sans efforts et de profiter pleinement des progrès technique en toute simplicité.
- Intégrer toutes les dernières technologies développées au sein des produits Lexibook dans les jouets Lexibook Junior.
- Développer des contenus pédagogiques toujours plus performants et adaptés aux différents âges des enfants.

Développement des ventes à l'international :

- Répliquer le succès français sur les pays européens tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne mais aussi les Etats-Unis.
- En augmentant ses investissements de prospection et de publicité sur chacun de ces pays

V12. Recherche & Développement

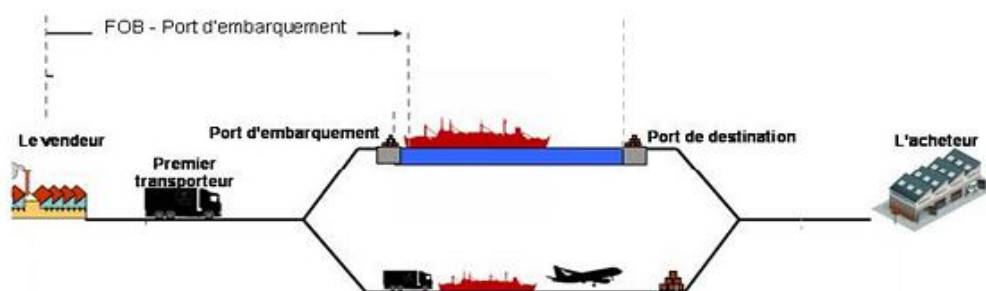
LEXIBOOK dispose d'une équipe de recherche et développement localisée à Hong Kong. Il s'agit d'un dispositif essentiel de la valeur ajoutée de la Société qui concentre ses efforts sur le développement régulier de produits.

Cette équipe prend en charge la conception complète du produit, depuis le design, la rédaction du cahier des charges jusqu'à la fabrication des moules nécessaires à la fabrication. Elle s'assure en particulier de la bonne adaptation des nouvelles technologies aux produits destinés aux enfants.

V13. Canaux de distribution : FOB / NON FOB

FOB : Free On Board :

Le vendeur (exportateur) est responsable de livrer la marchandise depuis son entreprise et de la charger à bord du navire au port d'exportation. Il est également responsable du dédouanement dans le pays d'exportation. Dès que la marchandise passe la " passerelle du navire " le " risque de perte " est transféré à l'acheteur (importateur). A partir de cet instant, l'acheteur doit assumer les coûts de transport et assurance, et doit également prendre en charge les formalités de dédouanement dans le pays d'importation. Une transaction FOB sera lue " FOB, port d'exportation "(dans le cas de LEXIBOOK ; FOB Hong Kong)



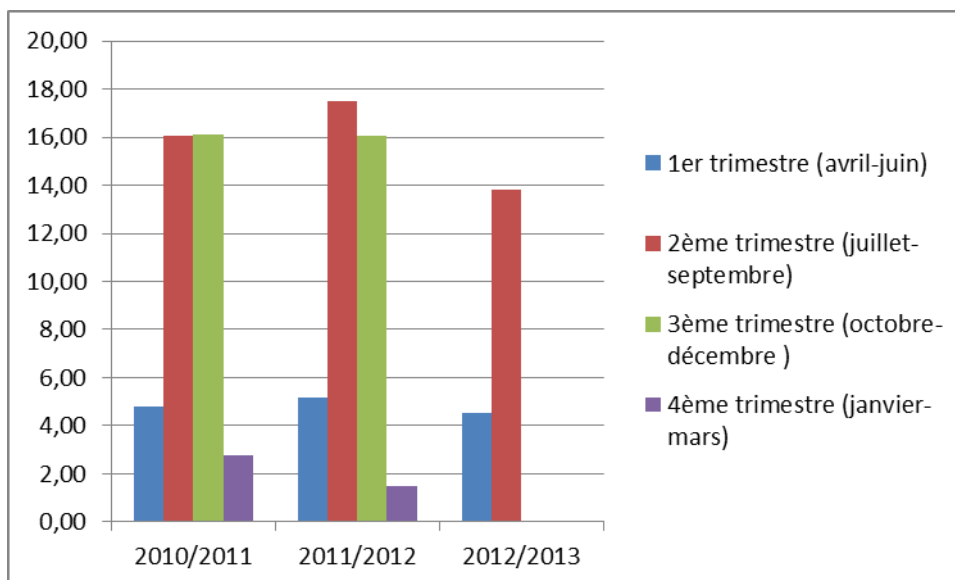
Depuis le 30 septembre 2010, l'information financière du groupe LEXIBOOK est donnée par rapport à ses deux canaux de distribution que sont la vente FOB et la vente non FOB. Cette répartition est celle utilisée par le Reporting interne de la société.

Cette information correspond non seulement à un circuit de distribution, mais aussi au chiffre d'affaires réalisé par les deux sociétés composant aujourd'hui le groupe LEXIBOOK : LEXIBOOK SA en France et LEXIBOOK LTD à Hong Kong. Le chiffre d'affaires de cette dernière est réalisé en FOB et celui de LEXIBOOK SA sur une base de facturation domestique (NON FOB).

Auparavant, le chiffre d'affaires réalisé par les autres filiales européennes et américaines de Lexibook était réalisé en quasi intégralité en sur une base de facturation domestique (NON FOB). Cette activité a été reportée en FOB depuis Hong Kong et en Non FOB ce qui explique l'effet « ciseau » constaté au semestre sur ces canaux de distribution.

La répartition des activités entre Hong-Kong (ventes FOB) et France (ventes Domestiques ou NON FOB) ont varié respectivement de +10% (7.8 M€ au 30/09/2012 vs 7 M€ au 30/09/2011) et -32% (10.6M€ au 30/09/2012 vs 15.6 M€ au 30/09/2011).

Ce changement n'a donc d'incidence que sur la saisonnalité du semestre sans remettre en cause le chiffre d'affaires annuel. Le tableau suivant montre le chiffre d'affaires trimestriel sur les derniers exercices :



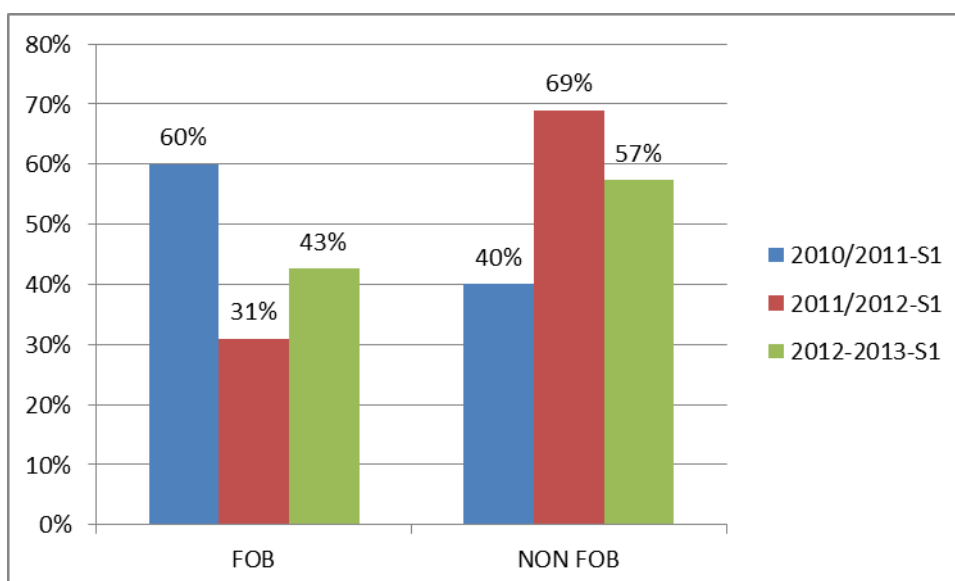
La nouvelle organisation du groupe permet, à chaque fois que cela est possible, à chiffre d'affaires constant de développer le canal de distribution FOB qui a les avantages suivants :

1/ Logistique et Stock : La marchandise étant cédée à l'embarquement, le groupe réduit ses frais de transport, assurance, stock et manutention

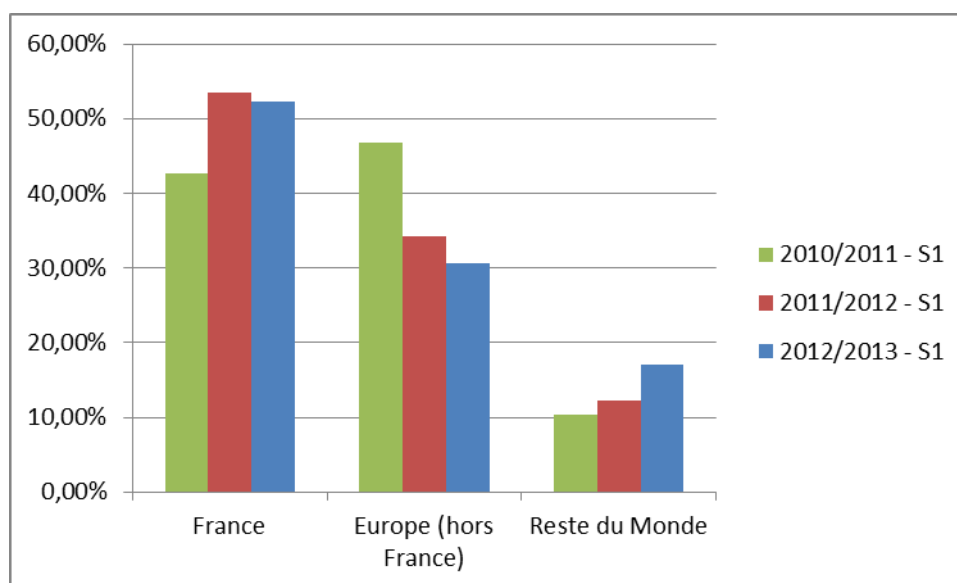
2/ Financement : Les clients ouvrent directement des lettres de crédit auprès de LEXIBOOK LTD dont l'échéance est celle du transfert de propriété, ce qui réduit le délai d'encours du poste client et facilite le financement des achats correspondants auprès des usines. De plus, les clients FOB ne sont pas affacturés et leurs créances n'ont pas besoin d'être couvertes, ces dernières étant libellées en dollar US. Malgré le maintien d'activité, les créances baissent sensiblement, les clients FOB payant à l'enlèvement de la marchandise, donc plus rapidement. Sur la partie de l'activité NON-FOB la plupart des encaissements a déjà été réalisée, la société ne détenant plus que quelques gros distributeurs qui supportent le délai des clients détaillants.

Evolution du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices

Répartition du chiffre d'affaires par canal de distribution (en %)



Répartition France / Europe (hors France) / Reste du monde



VI. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

VI1. Situation financière des comptes semestriels au 30 septembre 2012, 2011 et 2010

VI11. Situation financière – bilan simplifié : 1^{er} semestre 2012-2013 / 2011-2012

En Euros	30 SEPTEMBRE 2011	30 SEPTEMBRE 2012	Var
Actifs courants	40 350 471	36 526 409	-9%
Actifs destinés à être cédés	300 856	128 607	-57%
Actifs non courants	5 465 101	4 276 215	-22%
TOTAL ACTIF	46 116 428	40 931 231	-11%
Dettes courantes	35 890 042	31 041 760	-14%
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	500 512	161 664	-68%
Dettes non courantes	4 361 398	3 100 532	-29%
Capitaux propres	5 364 476	6 627 275	24%
TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES	46 116 428	40 931 231	-11%

Les fonds propres augmentent de 1.3 M€ grâce au résultat semestriel. Le Groupe a aussi obtenu 1 M€ d'OSEO dans le cadre d'un Contrat de Développement Participatif.

La baisse du total bilan est la conséquence de celle des postes clients (facturation domestique moins élevée cette année en raison des livraisons des nouvelles tablettes qui interviendront principalement sur le dernier trimestre civil.

Les actifs et passif destinés à être cédés concernent les filiales en cours de fermeture (Allemagne, Angleterre, Italie et Portugal) suivant le retraitement IFRS 5.

VI12. Situation financière – bilan simplifié : 1^{er} semestre 2011-2012 / 2010-2011

En Euros	30 SEPTEMBRE 2010	30 SEPTEMBRE 2011	Var
Actifs courants	31 300 865	40 350 471	29%
Actifs destinés à être cédés	26 933	300 856	1017%
Actifs non courants	9 258 067	5 465 101	-41%
TOTAL ACTIF	40 585 865	46 116 428	14%
Dettes courantes	30 326 095	35 890 042	18%
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	242 993	500 512	106%
Dettes non courantes	8 587 957	4 361 398	-49%
Capitaux propres	1 428 820	5 364 476	275%
TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES	40 585 865	46 116 428	14%

Les opérations d'augmentation de capital de 2.8 M€ et le retour aux bénéfices permettent de renforcer les fonds propres et diminuer l'endettement.

L'augmentation du total bilan est la conséquence de celles des postes clients (facturation domestique très importante fin septembre) et des postes fournisseurs et stocks (anticipation des livraisons par rapport à la période précédente).

Les actifs et passif destinés à être cédés concernent les filiales en cours de fermeture (Allemagne, Angleterre, Italie et Portugal) suivant le retraitement IFRS 5.

VI2. Compte de résultat arrêté au 30 septembre 2012, 2011 et 2010

VI21. Compte de résultat – exercices 2012-2013 / 2011-2012

Balance Compte de Résultat	30 SEPTEMBRE 2011	%	30 SEPTEMBRE 2012	%
Chiffre d'affaires	22 655 439		18 352 990	
Marge Brute	10 737 971	47,4%	8 571 320	46,7%
Résultat d'exploitation	2 540 086	11,2%	1 629 996	8,9%
Résultat financier	-362 751	-1,6%	144 432	0,8%
Resultat courant avant éléments exceptionnels et impôts	2 177 335		1 774 428	
Résultat non courant		0,0%		0,0%
Résultat avant impôts	2 177 335		1 774 428	
Résultat des activités cédées	-23 763		77 952	
Résultat Net	1 702 981	7,5%	1 506 202	8,2%

Le chiffre d'affaire a baissé du fait de la livraison des nouvelles tablettes principalement sur le dernier trimestre civil alors que le Groupe avait facturé 40 000 pièces en septembre 2011.

Le poids du résultat d'exploitation reste à un bon niveau malgré des investissements publicitaires plus élevés (Salons et PUB TV) et un renforcement des équipes commerciales.

Le résultat financier s'apprécie de 0.5 M€ dont 0.4 M€ sur le change et 0.1 M€ sur les charges d'intérêts du fait du désendettement du groupe.

VI22. Compte de résultat – exercices 2011-2012 / 2010-2011

Balance Compte de Résultat	30 SEPTEMBRE 2010	%	30 SEPTEMBRE 2011	%
Chiffre d'affaires	20 631 841		22 655 439	
Marge Brute	9 154 543	44,4%	10 737 971	47,4%
Résultat d'exploitation	1 218 364	5,9%	2 552 013	11,3%
Résultat financier	333 146	1,6%	-362 534	-1,6%
Resultat courant avant éléments exceptionnels et impôts	1 551 510		2 189 479	
Résultat non courant	-104 982	-0,5%	-11 927	-0,1%
Résultat avant impôts	1 446 528		2 177 335	
Résultat des activités cédées	-837		-23 980	
Résultat Net	1 279 232	6,2%	1 702 981	7,5%

La société ayant amélioré sa trésorerie, elle a pu anticiper ses commandes et donc ses livraisons, ce qui lui permet d'avoir une activité en hausse. Cette anticipation et le succès des produits ont permis d'optimiser les achats et d'améliorer la marge.

Les charges de personnel ont continué à baisser sur la période de près de 10%.

Le résultat financier masque plusieurs variations expliquées note 19 des comptes semestriels

VII. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

VII1. Comptes semestriels au 30 septembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 septembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Lexibook Linguistic Electronic System, relatifs à la période du 1er avril au 30 septembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2 de l'annexe, qui précise que les comptes ont été arrêtés en appliquant le principe de continuité d'exploitation, pour les raisons qui sont évoquées au paragraphe « IV1. Risques de liquidité » du rapport financier semestriel.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 15 novembre 2012

Les commissaires aux comptes

C et V AUDIT ET ASSOCIES

Mazars

GEORGES DE BONDY

SERGE CASTILLON

VII11. Bilan consolidé pour le semestre arrêté au 30 septembre 2012

En Euros	Notes	30 SEPTEMBRE 2012	30 SEPTEMBRE 2011	30 SEPTEMBRE 2010	31 MARS 2012
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	6 097 428	5 323 974	2 035 743	3 520 742
Créances d'exploitation	9	17 861 603	22 643 110	17 428 906	7 042 796
Instruments financiers dérivés	26	24 794	202 137	0	0
Stocks	8	12 021 414	11 334 557	10 965 813	6 000 278
Autres créances d'exploitation	10	521 170	846 693	870 403	462 636
Actifs courants		36 526 409	40 350 471	31 300 865	17 026 452
Actifs destinés à être cédés		128 607	300 856	26 933	136 479
Actifs non courants					
Immobilisations incorporelles	5	3 014 978	4 007 635	7 209 904	3 559 707
Immobilisations corporelles	6	240 698	310 290	466 369	259 781
Immobilisations financières	7	165 453	120 695	315 056	114 425
Impôt différé actif		855 086	1 026 481	1 266 738	910 527
Actifs non courants		4 276 215	5 465 101	9 258 067	4 844 440
TOTAL ACTIF		40 931 231	46 116 428	40 585 865	22 007 371
Dettes courantes					
Concours bancaires courants	14	10 218 892	6 407 149	8 471 852	3 416 767
Dettes financières - Part courante	14	5 320 624	9 789 893	3 882 018	2 236 255
Dettes d'exploitation	17	13 340 014	17 324 298	14 280 434	6 213 874
Dettes d'impôt société	20	113 317	19 584	27 960	2 502
Provisions - Part courante	16	0	0	13 255	0
Instruments financiers dérivés	26	0	0	324 662	7 875
Autres dettes d'exploitation	17	2 048 913	2 349 118	3 325 914	2 062 753
Dettes courantes		31 041 760	35 890 042	30 326 095	13 940 026
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés		161 664	500 512	242 993	177 107
Passifs non courants					
Dettes financières - Part non courante	14	2 715 589	3 115 385	3 868 604	2 105 549
Impôt différé passif	20	126 721	159 334	0	0
Provisions - Part non courante	15/16	57 238	137 792	321 652	57 849
Autres dettes non courantes	17	200 984	948 887	4 397 701	432 993
Dettes non courantes		3 100 532	4 361 398	8 587 957	2 596 391
Total des dettes courantes et non courantes		34 142 292	40 251 440	38 914 052	16 536 417
Capitaux propres					
Capital	12	2 020 506	1 921 044	3 883 266	2 020 506
Réserves et report à nouveau		3 244 810	1 850 798	-3 081 280	3 096 007
Ecart de conversion		-144 243	-110 347	-652 398	-859 776
Résultat de l'exercice	13	1 506 202	1 702 981	1 279 232	1 037 110
Capitaux propres		6 627 275	5 364 476	1 428 820	5 293 847
TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES		40 931 231	46 116 428	40 585 865	22 007 371

VII12. Compte de résultat consolidé arrêté au 30 septembre 2012

En Euros	30 SEPTEMBRE 2012 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2011 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2010 6 MOIS	31 MARS 2012
Chiffre d'affaires net	18 352 990	22 655 439	20 631 841	40 223 400
Autres produits courants	221 779	165 450	158 217	379 914
Produits d'exploitation (I)	18 574 769	22 820 889	20 790 058	40 603 314
Coûts d'achat des produits vendus	-9 781 670	-11 917 468	-11 477 298	-21 930 256
Dépenses de personnel	-2 633 683	-2 132 880	-2 362 420	-4 708 576
Services Extérieurs	-3 283 642	-4 016 004	-3 641 983	-8 297 939
Taxes (hors impôt société)	-122 908	-103 900	-124 667	-241 827
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-847 844	-1 545 194	-2 059 571	-2 448 147
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	56 454	-89 663	476 603	36 391
Autres produits et charges d'exploitation	-331 480	-475 694	-487 340	-1 146 923
Charges d'exploitation (II)	-16 944 773	-20 280 803	-19 676 676	-38 737 277
Résultat d'exploitation (III = I + II)	1 629 996	2 540 086	1 113 382	1 866 037
	9%	11%		
Coût de l'endettement net	-207 487	-297 161	-350 141	-901 565
Autres produits et charges financiers	319 250	-521 804	1 231 614	185 466
Autres (pertes) / profits nets	32 669	456 214	-548 327	374 548
Dotations et reprises aux provisions financières			0	0
Résultat financier (IV)	144 432	-362 751	333 146	-341 551
Résultat Courant avant impôt (V = III + IV)	1 774 428	2 177 335	1 446 528	1 524 486
Impôt sur le résultat	-346 178	-450 591	-166 459	-269 005
Produits (charges) des activités abandonnées	77 952	-23 763	-837	-218 371
Résultat net	1 506 202	1 702 981	1 279 232	1 037 110
Résultat net de base par action	0,37	0,44	1,16	0,27
Résultat net dilué par action	0,37	0,44	1,16	0,27
Résultat net de base par action hors activités abandonnées	0,36	0,45	1,16	0,33
Résultat net dilué par action hors activités abandonnées	0,35	0,45	1,16	0,33
Produits et charges comptabilisés sur capitaux propres				
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt		165 976	-13 371	80 407
Variation des écarts de conversion	-144 243	-110 347	-301 255	-203 171
Résultat global	1 361 959	1 758 610	964 606	914 346

VII13. Tableau de variation des capitaux propres arrêté au 30 septembre 2012

En Euros	Capital souscrit	Prime d'émission	Autres Réserves	Stocks options	E.O.C.A.	Ecart de conversion	Auto détention	Couverture de flux de trésorerie net d'impôt	Résultat de l'exercice	TOTAL CAPITAUX PROPRES
31 MARS 2009	3 883 266	0	4 142 954	39 780	53 152	-220 520	-296 683	-444 592	-2 784 102	4 373 255
Affectation du résultat			-2 784 102						2 784 102	0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt			-444 592					444 592		0
Variation des écarts de conversion						-130 622				-130 622
Résultat de l'exercice									-3 789 753	-3 789 753
31 MARS 2010	3 883 266	0	914 260	39 780	53 152	-351 142	-296 683	0	-3 789 753	452 880
Affectation du résultat			-3 789 753						3 789 753	0
Réduction de Capital	-3 319 232		3 319 232							0
Augmentation de capital réservée	18 101	235 307								253 408
Augmentation de capital	1 338 909	1 251 961								2 590 870
Variation de périmètre			12 390							12 390
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt								-80 407		-80 407
Emprunt Obligataire Convertible en Actions (E.O.C.A.)					11 334					11 334
Variation des écarts de conversion						-305 465				-305 465
Résultat de l'exercice									688 524	688 524
31 MARS 2011	1 921 044	1 487 268	456 129	39 780	64 486	-656 607	-296 683	-80 407	688 524	3 623 534
Affectation du résultat			688 524						-688 524	0
Reclassement autocontrôle			-5 504				5 504			0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt								80 407		80 407
Conversion Turenne	120 483	876 812			-50 797					946 498
Autocontrôle	-21 020	-441 041					271 528			-190 533
Variation des écarts de conversion						-203 169				-203 169
Résultat de l'exercice									1 037 110	1 037 110
31 MARS 2012	2 020 507	1 923 039	1 139 149	39 780	13 689	-859 776	-19 651	0	1 037 110	5 293 847
Affectation du résultat			1 037 110						-1 037 110	0
Reclassement autocontrôle										0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt										0
Conversion Turenne										0
Autocontrôle							-28 531			-28 531
Variation des écarts de conversion						-144 243				-144 243
Résultat de l'exercice									1 506 202	1 506 202
30 SEPTEMBRE 2012	2 020 507	1 923 039	2 176 259	39 780	13 689	-1 004 019	-48 182	0	1 506 202	6 627 275

VII14. Tableau consolidé des flux de trésorerie arrêté au 30 septembre 2012

En euros	CONSO 30/09/2012	CONSO 31/03/2012	CONSO 30/09/2011
FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net part du groupe	1 506 202	1 037 110	1 702 981
Résultat net	1 506 202	1 037 110	1 702 981
Amortissement des écarts d'acquisition	0	0	0
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	847 844	2 448 147	1 545 194
(Diminution) augmentation des provisions risques et charges	0	-102 178	3 362
Impôts différés	262 993	269 005	-9 794
Charges liées aux opérations sur capital	0	-5 574	440 343
(Gains) pertes nettes sur cessions d'immobilisations	0	3 362	-2 704
Instruments financiers	-32 669	-374 548	0
Charges et produits financiers	25 799	419 174	-456 214
Redevances IAS 17	-46 386	-92 772	66 227
Licences royalties	-440 341	-1 355 648	-46 386
Gains et pertes de change - Opérations non dénouées	-471 538	-117 291	-624 629
Mali de liquidation	0	0	615 800
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	0	0	0
Marge brute d'autofinancement	1 651 904	2 128 787	3 234 180
Variation des éléments du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des stocks	-6 021 136	-176 534	-5 510 813
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	-9 367 101	1 890 843	-11 814 701
(Augmentation) diminution des avances et acomptes fournisseurs	-868 167	419 676	-1 028 361
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants	-642 073	140 058	-690 733
(Diminution) augmentation des provisions court terme et long terme	-611	24 781	12 340
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs	7 399 609	1 395 646	12 518 641
(Diminution) augmentation des autres passifs circulants	31 838	23 161	98 912
Actifs et passifs des activités abandonnées	-7 571	-42 533	116 495
Pertes et gains de change sur éléments du bfr	297 091	-169 913	-615 800
Impôts différés	-8 417	0	-44 512
Variation des éléments du fonds de roulement	-9 186 538	3 505 185	-6 958 532
Flux de trésorerie d'exploitation	-7 534 634	5 633 972	-3 724 352
FLUX D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-228 732	-658 418	-280 532
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-55 300	-46 916	-20 286
Acquisitions d'immobilisations financières	-51 028	0	-392
Cession d'immobilisations financières	0	5 878	0
Flux de trésorerie d'investissements	-335 060	-699 456	-301 210
FLUX DE FINANCEMENT			
Augmentation des dettes court terme	3 106 995	0	6 844 133
Remboursement des dettes court terme	0	-710 094	
Augmentation des dettes long terme	1 000 000	0	
Remboursement des dettes long terme	-391 999	-784 000	-391 999
- augmentation de capital	0	0	
- réduction du capital et autocontrôle			0
Flux de trésorerie de financement	3 714 996	-1 494 094	6 452 134
Effet de change	-27 945	16 931	-110 347
Comptabilité de couverture			-82 975
Emprunt Obligataire convertible en actions			
Réduction de Capital et Autocontrôle	-42 796	-51 918	-14 964
Variation de trésorerie de la période	-4 225 439	3 405 435	2 218 286
Trésorerie d'ouverture	103 974	-3 301 461	-3 301 461
Trésorerie de clôture	-4 121 464	103 974	-1 083 175

VII15. Annexes aux comptes consolidés arrêté au 30 septembre 2012

Activité

1. Chiffre d'affaires et marge :

Le chiffre d'affaires du Groupe au 30 septembre 2012 est en baisse de 19% par rapport au premier semestre 2011-2012, se portant ainsi à 18,3 M€ contre 22.6 M€ au 30 septembre 2011. Pour rappel, Lexibook avait livré 40 000 tablettes sur le mois de septembre en 2011. Sur l'exercice 2012/2013, les nouvelles tablettes seront livrées principalement sur le troisième trimestre fiscal. La baisse constatée est donc peu significative et plutôt liée à un décalage de livraisons.

La répartition des activités entre Hong-Kong (ventes FOB*) et France (ventes Domestiques ou NON FOB) ont varié respectivement de +10% (7.8 M€ au 30/09/2012 vs 7 M€ au 30/09/2011) et -32% 10.6M€ au 30/09/2012 vs 15.6 M€ au 30/09/2011).

La marge brute de l'exercice baisse légèrement de 0,7 points à 46.7% contre 47.4% au 30/09/2012 essentiellement dû à l'évolution défavorable de la parité EUR /USD.

2. Résultat d'exploitation :

Le niveau de résultat d'exploitation au 30 septembre 2012 est de 9% contre 11 % au 30/09/2011. Cette baisse de rentabilité au semestre provient essentiellement d'un investissement particulier dans les dépenses publicitaires et en particulier télévisuelles pour accompagner le lancement de notre nouvelle gamme de tablettes et d'un renforcement de nos équipes commerciales.

3. Résultat financier :

Le résultat financier passe de -0.36 M€ au 30 septembre 2011 à +0.14 M€ au 30 septembre 2012. Cette amélioration provient des postes suivants :

- Un effet de change positif de 0.36 M€ en amélioration de 0.39 M€ par rapport à la période précédente.
- Des charges financières de -0.22 M€ en amélioration de 0.12 M€ grâce à la diminution de l'endettement moyen terme.

Dans ce contexte, l'exercice consolidé au 30 septembre 2012 est clôturé avec un bénéfice net de 1 506 K€, contre 1 702 K€ au 30 septembre 2011.

4. Bilan :

Le résultat du semestre permet aux fonds propres de revenir à 6.6 M€ au 30 septembre 2012 contre 5.3 M€ au 31 mars 2012

Au regard du protocole signé avec nos partenaires bancaires, l'obtention du Crédit de Développement Participatif d'OSEO pour 1 M€ est assimilé à des quasi fonds propres.

Au regard du protocole signé avec les banques, les fonds propres ou quasi fonds propres devront être maintenus à 6M€ au 31/12/2012, incluant le résultat des neuf premiers mois de l'année 2012/13.

Cet objectif est largement atteint au 30 septembre 2012 (7.6 M€) et le sera également au 31/12/2012.

L'endettement net apparent est de 12 M€ au 30 septembre 2012, contre 4 M€ au 31 Mars 2012 et 14 M€ au 30 septembre 2011.

Faits marquants de l'exercice

Néant

Note 1 – Référentiel comptable

1.1– Généralités

Les états financiers consolidés au 30 septembre 2012 reflètent la situation comptable de Lexibook S.A. et de ses filiales (ci-après le Groupe »).

Le Directoire a arrêté les états de synthèse consolidés au 30 septembre 2012 le 15 novembre 2012.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels du Groupe Lexibook clos au 30 septembre 2012 ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces normes comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC). Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2012 sont conformes à ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 31 mars 2012.

Les comptes consolidés annuels ne tiennent pas compte :

- Des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC, à la date de clôture ;
- Des nouvelles normes, révisions de normes existantes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées à la date de clôture.

1.2 – Evolution des principes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe Lexibook dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2012 sont identiques à celles utilisées par le Groupe Lexibook au 31 mars 2012. Le Groupe a, en particulier, procédé à l'arrêt de ses comptes en appliquant le principe de continuité d'exploitation pour les raisons qui sont évoquées au paragraphe « IV1. Risques de liquidité » du rapport financier semestriel.

Pour cette raison un certain nombre d'actifs ont été maintenus à leur valeur nette comptable, et en particulier les actifs suivants :

Actifs non courants	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011	30/09/2010	31/03/2010
immobilisations incorporelles	3 014 978	3 559 707	4 007 635	5 233 689	7 209 904	7 931 503
impôt différé actif	855 086	910 527	1 026 481	1 262 978	1 266 738	1 423 056
TOTAL	3 870 064	4 470 234	4 470 234	6 496 667	8 476 642	9 354 559

Si l'application du principe de continuité d'exploitation n'avait pas été retenue ces actifs en particulier auraient dû être dépréciés en tout ou partie.

1.3 – Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente et de la valorisation de l'emprunt obligataire (retraitement OCEANE).

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Note 2 Périmètre et méthodes de consolidation

2.1 – Périmètre

Les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le groupe Lexibook contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des voix à l'exclusion des sociétés ne présentant pas – de par leur taille – un caractère significatif au regard des comptes consolidés du groupe.

2.2 – Méthode de consolidation

Le groupe utilise comme méthode de consolidation, pour l'intégralité de ses filiales, l'intégration globale, car celles-ci sont toutes contrôlées de manière exclusive. Les comptes sont intégrés à 100 % poste à poste.

2.3 – Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis suivant la méthode du cours de clôture, selon laquelle :

- Les postes du bilan sont convertis en euros sur la base des cours officiels de change de fin de période.
- Les postes du compte de résultat sont convertis, pour chaque devise, en utilisant le cours moyen de la période.

L'incidence des ajustements de conversion est inscrite directement dans un compte spécial au sein des capitaux propres.

2.4 – Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Le relevé complet des sociétés du Groupe au 30 septembre 2012 est fourni dans la note 25.

Note 3 – Règles comptables et méthodes d'évaluation

3.1 – Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Compte tenu de la typologie de ses clients le chiffre d'affaires brut du groupe fait l'objet de remises ou d'éléments soustractifs et en particulier de remises de fin d'année et de participations publicitaires. Au regard des IFRS, et s'agissant de prestations achetées à nos clients, les participations publicitaires sont comptabilisées en charge (ligne « services extérieurs ») du compte de résultat.

3.2 Actifs incorporels

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les coûts de développement sont activés lorsque l'ensemble des critères (IAS 38) ci-dessous sont remplis :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle.
- intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- validation du business plan mettant en évidence le caractère profitable du projet par le comité de pilotage afin de démontrer que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement.
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Cette validation formalisée par projet permet au projet d'entrer dans sa phase de capitalisation dite « phase 1 ». Les coûts engagés avant en « phase 0 » sont tous passés en charge et la période de capitalisation des coûts de R&D s'arrête lorsque les développements sont achevés et au plus tard, lorsque le produit passe en phase de commercialisation dite « phase 2 ».

Chaque projet répondant à ces critères fait l'objet d'une demande d'investissement accompagnée d'une étude de rentabilité qui est soumise au comité de direction. L'approbation du comité marque le point de départ du projet et des investissements. Les projets sont traités comme des immobilisations en cours jusqu'à la date de la première vente (hors groupe), date qui correspond à la fin de l'activation des coûts et au point de départ des amortissements. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement sont amorties sur la base d'un plan d'amortissement établi au regard d'un prévisionnel de ventes (si la demande d'investissement présente un prévisionnel de ventes de 500, 400 et 100 respectivement les années 1, 2 et 3 l'amortissement sera de 50%, 40% et 10%). Ces prévisions sont réactualisées à chaque clôture en fonction des ventes réelles.

Des tests d'impairment par projet sont mis en œuvre :

- de façon systématique avant la fin de l'exercice au cours duquel le produit rattaché au projet activé est mis en service,
- en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur, individuellement, à chaque arrêté. Pour le Groupe, le principal indice de perte de valeur est un écart sur 12 mois entre les ventes ou les marges réalisées en retrait de plus de 10% par rapport au plan initial utilisé pour la validation du projet en phase 1 (début de la capitalisation).

Les projets qui ne remplissent plus les critères de capitalisation sont totalement et immédiatement dépréciés.

Pour le test d'impairment, la valeur recouvrable basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie du projet est comparée à la valeur nette comptable de l'actif à la date du test (valeur nette comptable au bilan pour l'arrêté). Si la valeur nette comptable est supérieure à cette valeur recouvrable, une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est comptabilisée pour la différence.

CONCESSIONS DE LICENCES

Conformément au traitement préconisé par IAS 38 (immobilisations incorporelles), les droits relatifs aux concessions de licences ont été immobilisés. Les flux d'avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation de ces actifs peuvent varier selon différentes hypothèses.

Les hypothèses prudentes induisant une valeur basse des flux attendus correspondent le plus souvent aux montants des minimums garantis que l'entreprise s'est engagée à verser aux sociétés qui lui concèdent les droits. C'est cette valeur qui a été retenue comme représentative du coût de ces actifs.

Les modes d'amortissement retenus sont ceux préconisés par la norme IAS 38 pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie. Ainsi, l'amortissement commence dès que les licences sont exploitées. Il reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque licence. Au cas où les avantages économiques retirés de ces concessions de licence sont supérieurs au plan d'amortissement initial basé sur les minimums garantis, une dotation complémentaire est comptabilisée.

Les durées d'amortissement sont les durées pendant lesquelles les droits sont concédés.

Les licences de marque portées à l'actif font l'objet d'un test de dépréciation lors de chaque arrêté sur la base de l'estimation par le management des flux futurs attendus de l'utilisation des licences sur la durée résiduelle des contrats.

AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le groupe a procédé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 à une opération d'échange de marchandises. En contrepartie des produits échangés il a reçu une « ligne de crédit » (APC) utilisable pour un paiement partiel ultérieur éventuel de certaines de ses dettes fournisseurs.

Dans les comptes consolidés, cette opération est analysée comme un échange de biens dissemblables : échange d'un stock contre une immobilisation incorporelle donnant droit à des rabais sur des biens ou services futurs.

Conformément à IAS 18 §12 et §14, le chiffre d'affaires est enregistré à la date de l'échange pour la juste valeur du stock juste avant l'échange en contrepartie d'une immobilisation incorporelle correspondant aux APC pour le même montant (c'est-à-dire pour une valeur proche de sa valeur nette de réalisation des stocks échangés), dans la mesure où tous les critères énumérés par IAS 18 §14 sur les ventes de biens étaient remplis.

Aucune marge n'est constatée au compte de résultat au moment de l'échange.

Un test de dépréciation de valeur est mis en œuvre sur les APC une fois par an, de façon systématique, pour s'assurer que la valeur recouvrable des APC est supérieure à leur valeur nette comptable au bilan de clôture.

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur éventuelles.

Les autres actifs incorporels incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel sur une période maximale de 10 ans.

3.3 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur valeur historique diminuée des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------|------------|
| · Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| · Matériels et outillages | 3 à 10 ans |
| · Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| · Matériel de bureau | 5 à 10 ans |
| · Agencements et installations | 3 à 10 ans |

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.4 – Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location – financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location – financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat.

Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les principaux contrats de location portés par le groupe Lexibook sont des contrats de location financement dont le principal contrat est celui lié au siège social en France avec une valeur brute de 1 024 500 € amorti sur 12 ans.

3.5 Clients et affacturage

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Le Groupe procède couramment à des opérations d'affacturage de ses créances clients dans le cadre de son cycle d'exploitation ; ces créances doivent, dans le cadre des IFRS, faire l'objet d'une réintégration dès lors qu'il est établi que les avantages et les risques inhérents à ces créances demeurent à la charge du Groupe. Cet exercice a conduit le groupe à procéder à des réintégrations sous la rubrique « Créances Clients », en contrepartie desquelles une dette financière est constatée. Par ailleurs les dépôts de

garanties octroyés dans le cadre du contrat d'affacturage font l'objet d'un reclassement sous la rubrique « Avances et Acompte versés ».

La totalité des programmes d'affacturage est consolidé lors de chaque arrêté.

Les principales caractéristiques des principaux contrats en vigueur à la date de clôture sont les suivantes :

Caractéristiques	FACTOFRANCE	COFACREDIT
Réserves	8%	10%
Retenue de garantie	15%	15%
Minimun Fonds de Garantie	614 000	100 000
Commission d'affacturage	0,22%	0,28%
Commission d'anticipation	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %

3.6 Stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition.

En termes de dépréciation, la méthode diffère en fonction du type de stock

a) Stocks défectueux ou à recycler : ces stocks sont regroupés en différentes catégories. Ces catégories vont permettre de déterminer le niveau de dépréciation à pratiquer. Les taux de dépréciations varient de 30% à 100%

b) Stocks à rotation lente : les stocks de produits neufs font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si la valeur des produits identifiés à « rotation lente » doit être dépréciée et le cas échéant afin de déterminer le niveau de la dépréciation.

La société procède à des dépréciations en fonction des valeurs nettes de réalisation, basées pour l'essentiel sur des perspectives de ventes et de marge attendue.

Une provision à 100% pourra également être décidée si le produit n'est plus commercialisable, pour des raisons spécifiques.

Les nouveautés ne sont jamais dépréciées. Un produit est dit nouveau lorsque sa première date de commercialisation remonte à moins d'un an

3.7 Emprunts portant intérêts

A la date du 15 septembre 2008, Lexibook a procédé à l'émission de 103 449 obligations convertibles avec les caractéristiques suivantes :

- Date de souscription : 30/09/2008,
- Nominal : 14,50 €,
- Taux d'intérêt nominal : 7% l'an,
- Périodicité du coupon : Semestriel, payable 30 mars et 30 septembre,
- Echéance : 30/09/2011,
- Remboursement au gré de la société : Possible à tout moment entre le 30 septembre 2010 et 45 jours avant l'échéance pour un maximum de 34 483 obligations convertibles,
- Prix de conversion : 14,50 €,
- Parité de conversion : 1 pour 1,
- Dilution maximum possible : 8,40 % (dont actions d'autocontrôle) 8,58 % (hors actions d'autocontrôle).

Dans le cadre de l'accord de conciliation signé le 26 avril 2010, et confirmé dans l'accord du 11 janvier 2011 l'obligataire a converti 1 M€ sur l'exercice 2011-2012 et s'est engagé à convertir les 500 K€ restants au plus tard le 26 avril 2015.

Cet instrument financier dit « hybride » contient à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres. Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39 « Instruments financiers », la part revenant en capitaux propres correspond à la différence entre la valeur nominale de l'émission et la composante dette. Cette dernière est calculée comme étant la juste valeur d'une dette sans option de conversion et ayant des caractéristiques identiques. La valeur inscrite en capitaux propres correspondant à l'option de conversion n'est pas réévaluée durant la vie de l'emprunt. La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur sa durée de vie estimée.

3.8 Provision pour retraite et obligations assimilées

Des provisions sont constituées afin de couvrir l'intégralité des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies.

Ces provisions sont calculées par application d'une méthode actuarielle qui prend notamment en compte :

l'évolution prévisible des salaires ;

la rotation des effectifs ;

le risque de mortalité ;

un taux d'actualisation financière et, le cas échéant, un taux de rendement attendu sur les actifs financiers dédiés.

3.9 Rémunération sur base d'actions

Lexibook S.A. dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions au 31 mars 2012. Conformément à la norme IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », est enregistré en charges de personnel un montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires, calculé à la date d'octroi des options sur la base du modèle d'évaluation binomial. La contrepartie de cette charge est directement inscrite en capitaux propres.

3.10 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources.

3.11 Impôts différés

Les impôts différés résultant des différences temporaires liées aux retraitements de consolidation et aux différences entre les résultats comptables et les résultats fiscaux sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Toutes les différences donnent lieu à la comptabilisation d'un impôt différé par application du principe de « la conception étendue ».

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les pertes fiscales activées sont imputables sans limitation de durée et ne sont activées que sur les deux entités France et Hong Kong.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

3.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les comptes courants des facteurs. Les découverts bancaires figurent au bilan en passif courants sous la rubrique concours bancaires courants.

3.13 Information sectorielle

L'information sectorielle est dispensée au niveau de l'« activité », analysée selon les méthodes utilisées pour distribuer les produits : FOB / NON FOB.

Lexibook a choisi de retenir comme axe d'analyse prioritaire dans son Reporting interne les méthodes qu'il utilise pour distribuer ses produits à ses clients, et en particulier une distribution « départ Hong Kong » (incoterm FOB) par opposition à une distribution « rendu » chez le client. En effet, ces deux méthodes de distribution ont des modes de fonctionnement qui leur sont propres et des rentabilités, par nature, différentes. C'est selon cette segmentation que le management opérationnel, « CODM » (Chief

Operating décision Maker au sens d'IFRS 8) suit la performance opérationnelle dans le reporting interne du groupe.

3.14 Actifs et passifs financiers

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe Lexibook conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IAS 39.

Evaluation et comptabilisation

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché, disponibles auprès de contributeurs externes. Le Groupe Lexibook peut également faire référence à des transactions récentes comparables ou utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et intégrant des données directement dérivées de données observables telles que des cotations de gré à gré.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net. Dans ce dernier cas, les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement en capitaux propres, hors part inefficace des couvertures.

Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le Groupe Lexibook utilise des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change

Les critères retenus par le Groupe Lexibook pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- (1) l'opération de couverture doit couvrir les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie imputables au risque couvert et l'efficacité de la couverture (représentant le niveau de compensation des variations de valeur de l'instrument de couverture avec celles de l'élément couvert ou de la transaction future) se situe dans une fourchette comprise entre 80% et 125% ;
- (2) en ce qui concerne les opérations de couverture de flux de trésorerie, la transaction future, objet de la couverture, doit être hautement probable ;
- (3) l'efficacité de la couverture est déterminée de manière fiable ;
- (4) l'opération de couverture est étayée par une documentation adéquate dès sa mise en place.

Le Groupe Lexibook applique la couverture de flux de trésorerie.

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables où les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

Le Groupe Lexibook n'applique pas la couverture de juste valeur et la couverture d'un investissement net. La relation de couverture prend fin dès lors que :

- un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture efficace ;
- un instrument dérivé échoit, est vendu, annulé ou exercé ;
- l'élément couvert est arrivé à échéance, a été vendu ou remboursé ;
- une transaction future n'est plus considérée comme hautement probable.

Seuls les instruments dérivés externes au Groupe Lexibook étant réputés éligibles à la comptabilité de couverture, les résultats relatifs aux instruments dérivés internes sont éliminés dans les comptes consolidés. Toutefois, dans le cadre d'une relation de couverture initiée au moyen de dérivés internes au Groupe Lexibook, la comptabilité de couverture s'applique s'il est démontré que les instruments dérivés internes donnent lieu à un retournement à l'extérieur du Groupe Lexibook.

Instruments financiers dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en « Autres profits (pertes) – net ».

Note 4 – Variation du périmètre de consolidation

Les filiales Anglaise, Portugaise, Allemande et italienne sont en cours de liquidation. Leurs actifs et passifs sont présentés, conformément à la norme IFRS 5, sous les rubriques « Actifs destinés à être cédés », « Passifs liés à des actifs destinés à être cédés » et « Produits (Charges) des activités abandonnées, depuis l'exercice 2010-2011. Cette classification est maintenue sur l'exercice 2012-2013 compte tenu des délais administratifs et réglementaires locaux.

Note 5 – Immobilisations incorporelles

Flux d'immobilisations incorporelles en €	31/03/2012	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2012
Frais de recherche et développement	3 360 600	172 432			112 095	3 645 127
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	10 895 510	14 630			1 699	10 911 839
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0					0
Ecarts d'acquisition	103 565					103 565
Autres immobilisations incorporelles	423 461			-27 583		395 878
TOTAL	14 783 136	187 062	0	-27 583	113 794	15 056 409

Flux d'amortissements des immobilisations incorporelles en €	31/03/2012	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2012
Amort / Frais de recherche et développement	1 437 150	240 401			44 687	1 722 238
Amort / Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	9 582 999	532 775			-146	10 115 628
Amort / Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0					0
Amort / Ecart d'acquisition	103 565					103 565
Amort / Autres immobilisations incorporelles	99 715	285				100 000
TOTAL	11 223 429	773 461	0	0	44 541	12 041 431

Valeur nette des immobilisations incorporelles en €	31/03/2012	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2012
Frais de recherche et développement	1 923 450		67 969		67 408	1 922 889
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail) (1)	1 312 511		518 145		1 845	796 211
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0					0
Ecarts d'acquisition	0					0
Autres immobilisations incorporelles (2)	323 746		27 868			295 878
TOTAL	3 559 707	0	613 982	0	69 253	3 014 978

(1) dont 740 610 € liés aux concessions de licences évoquées en 3.2. On retrouve la contrepartie de l'activation de ces minimas garantis en autres dettes d'exploitation part courante (1 191 111 € – cf. note 17.2) et en autres dettes d'exploitation part non courante (200 984 € – cf. note 17.3)

(2) dont 295 877 € liés aux « Assets purchases Credit » évoqués en 3.2

Les trois licences principales au 30 septembre 2012 sont MATTEL, MARVEL, et FERRARI. Ces licences représentent près de 85% du poste net. Les durées de concessions de ces licences sont en moyenne de 5 ans

Note 6 – Immobilisations corporelles

Flux d'immobilisations corporelles en €	31/03/2012	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	30/09/2012
Installations tech, mat et outillages ind.	373 876	9 407		6 858	390 141
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-B.	663 168	43 520			706 688
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	1 024 500				1 024 500
Immobilisations corporelles en cours	0				0
TOTAL	2 061 544	52 927	0	6 858	2 121 329

Flux d'amortissements des immobilisations corporelles en €	31/03/2012	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	30/09/2012
Amort / Installations tech, mat et outillages ind.	307 176	13 593		4 485	325 254
Amort / Autres immobilisations corporelles (Hors	583 920	18 102			602 022
Amort / Autres immobilisations corporelles (Crédit	910 667	42 688			953 355
Amort / Immobilisations corporelles en cours	0				0
TOTAL	1 801 763	74 383	0	4 485	1 880 631

Valeur nette des immobilisations corporelles en €	31/03/2012	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	30/09/2012
Installations tech, mat et outillages ind.	66 700		4 186	2 373	64 887
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-B.	79 248	25 418		0	104 666
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	113 833		42 688		71 145
Immobilisations corporelles en cours	0				0
TOTAL	259 781	25 418	46 874	2 373	240 698

Note 7 – Immobilisations financières

Immobilisations financières en €	31/03/2012	Augmen - tation	Diminu- tion	Ecart de conversion	30/09/2012
Créances rattachées à participations	0				0
Dépôts et cautionnements	114 425	330 371	280 371	1 028	165 453
TOTAL	114 425	330 371	280 371	1 028	165 453

Provisions sur immobilisations financières en €	31/03/2012	Augmen - tation	Diminu- tion	Ecart de conversion	30/09/2012
Créances rattachées à participations	0				0
TOTAL	0				0

Immobilisations financières nettes en €	31/03/2012	Augmen - tation	Diminu- tion	Ecart de conversion	30/09/2012
Créances rattachées à participations (1)	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	114 425	330 371	280 371	1 028	165 453
TOTAL	114 425	330 371	280 371	1 028	165 453

Note 8 – Stocks

Stocks en €	Valeur brute 30/09/2012	Depreciation	Valeur nette 30/09/2012
Marchandises	13 178 275	1 156 861	12 021 414
TOTAL	13 178 275	1 156 861	12 021 414

Stocks en €	Valeur brute 31/03/2012	Depreciation	Valeur nette 31/03/2012
Marchandises	7 057 074	1 056 796	6 000 278
TOTAL	7 057 074	1 056 796	6 000 278

Note 9 – Créances d'exploitation

Créances d'exploitation en €	Valeur brute 30/09/2012	Dépréciations	Valeur nette 30/09/2012
Clients	13 114 909	565 320	12 549 589
Charges constatées d'avance (1)	1 985 993		1 985 993
Avances et acomptes versés (2)	3 326 021		3 326 021
TOTAL	18 426 923	565 320	17 861 603

- (1) Dont 946 007 euros liés aux minima garantis des licences qui sont concédées à l'entreprise
(2) Dont 1 410 631 euros liés au retraitement (réserves) de l'affacturage indiqué en note 3.6

Créances d'exploitation par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EUROS	TOTAL
Clients	4 095 457	482 412	88 003	7 883 717	12 549 589
Charges constatées d'avance	1 509 506	59	414 556	61 872	1 985 993
Avances et acomptes versés	1 836 208			1 489 813	3 326 021
TOTAL	7 441 171	482 471	502 559	9 435 402	17 861 603

Créances d'exploitation par échéance	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Clients	9 133 923	3 067 777	258 718	89 171	12 549 589
Charges constatées d'avance	130 953	261 906	1 593 134		1 985 993
Avances et acomptes versés	263 674	2 317 440	744 907		3 326 021
TOTAL	9 528 550	5 647 123	2 596 759	89 171	17 861 603

Note 10 – Autres créances d'exploitation

Autres créances d'exploitation en €	30/09/2012	31/03/2012
Créances au personnel et comptes rattachés	8 555	36 844
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	433 720	425 418
Comptes courants actifs		
Autres débiteurs courants	78 895	374
TOTAL	521 170	462 636

Autres créances d'exploitation par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EUROS	TOTAL
Créances au personnel et comptes rattachés				8 555	8 555
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques				433 720	433 720
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	387			78 508	78 895
TOTAL	387	0	0	520 783	521 170

Autres créances d'exploitation par échéance	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Créances au personnel et comptes rattachés	8 555				8 555
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	104 445	208 891	120 384		433 720
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	78 895				78 895
TOTAL	191 895	208 891	120 384	0	521 170

Note 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie en €	30/09/2012	31/03/2012
Valeurs mobilières de placement		
Banques, établissements financiers et assimilés	6 097 428	3 520 742
TOTAL	6 097 428	3 520 742

Trésorerie et équivalents de trésorerie par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Valeurs mobilières de placement					
Banques, établissements financiers et assimilés	4 802 477	31 771	957	1 262 223	6 097 428
TOTAL	4 802 477	31 771	957	1 262 223	6 097 428

Note 12 – Capitaux propres

12.1 Ecart de conversion

Les écarts de conversion proviennent des filiales situées à Hong Kong, en Angleterre, et aux USA.

12.2 Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Au 30 mars 2012, le Groupe dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions. Ces plans ont les caractéristiques suivantes :

	Plan N°1	Plan N°2
Date d'assemblée	15-juin-99	27-juin-00
Date du Conseil d'Administration	16-juin-99	28-juin-00
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	1 000	2 400
dont :		
- nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées par le Comité de Direction	1 000	1 500
- nombre de dirigeants concernés	2	2
Point de départ d'exercice des options	17-juin-2004	29-juin-2005
Date d'expiration	16-juin-2019	28-juin-2020
Prix de souscription	19,01 €	18,69 €
Nombre d'actions souscrites au 30/09/2012	0	0
Personnes concernées :	2	6
dont :		
- Membres du Comité de Direction	2	3
- Direction des Achats et de la Logistique		1
- Direction Commerciale		
- Direction Financière		1
- Direction du Marketing et du Développement		1

La possibilité d'exercice des options du Plan N°2 est ouverte depuis le 29 juin 2005.

En application de la norme IFRS 2 sur les rémunérations en actions ou liées aux actions, les plans octroyés ont fait l'objet d'une valorisation spécifique à compter du 1^{er} janvier 2005. Ce mode de comptabilisation est décrit en note 3.9.

Le nombre d'options d'acquisition d'actions restant à exercer à la clôture est de 3 400.

Note 13 – Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Résultat net par action	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Résultat net part du Groupe en €	1 506 202	1 702 981	1 279 232
Nombre d'actions en circulation	4 020 995	3 800 047	1 102 228
Résultat en euros par action	0,37	0,45	1,16

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

Résultat net dilué par action	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Résultat net part du Groupe en €	1 506 202	1 702 981	1 279 232
Nombre d'actions et instruments dilutifs en circulation	4 023 495	3 802 547	1 105 628
Résultat dilué en euros par action	0,37	0,45	1,16

Note 14 – Dettes financières

Dettes financières en €	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	3 568 795	2 981 382	3 990 629
Intérêts courus sur emprunts	25 768	24 054	32 727
Autres emprunts et dettes assimilées (2)	14 660 542	4 753 135	15 289 071
Total	18 255 105	7 758 571	19 312 427

(1) Dont 343 588 € liés à l'emprunt obligataire convertible en actions, 2 156 000 € de crédit moyen terme, 1 000 000 € de CDP OSEO et 69 207 € de crédit baux.

(2) Dont 10 218 893 € de concours bancaires et 4 441 649 € liés à l'affacturage.

14.1 Analyse par devise

Dettes financières 30/09/2012 par devises d'origine	Emprunts auprès des ets de crédit	Intérêts courus sur emprunts	Autres emprunts et dettes assimilées	Total
EUR	3 568 795	25 768	5 488 086	9 082 649
USD			8 855 199	8 855 199
HKD			317 257	317 257
GBP				0
Total	3 568 795	25 768	14 660 542	18 255 105

14.2 Analyse par échéances

Dettes financières en € 31 mars 2012	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 981 382	875 834	2 105 548	
Intérêts courus sur emprunts	24 054	24 054		
Autres emprunts et dettes assimilées	4 753 135	4 753 135		
Total	7 758 571	5 653 023	2 105 548	0

Dettes financières en € 30 septembre 2012	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 568 795	853 207	2 715 588	
Intérêts courus sur emprunts	25 768	25 768		
Autres emprunts et dettes assimilées	14 660 542	14 660 542		
Total	18 255 105	15 539 517	2 715 588	0

14.3 Ventilation taux fixe – taux variable

Ventilation de la dette par nature de taux	30/09/2012	31/03/2012
Taux fixe	343 588	318 406
Taux variable	17 911 517	7 440 165
Total	18 255 105	7 758 571

Note 15 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

Les pensions et indemnités dues aux salariés lors de leur départ en retraite sont constatées dans le compte de résultat au moment de leur versement.

La méthode d'évaluation des engagements sociaux retenue est la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par la norme IAS 39 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Cette approche équivaut à reconnaître, à la date de calcul, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations futures estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date de calcul et la date de départ en retraite. Implicitement, cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté. En conséquence, le calcul des prestations futures est effectué en fonction de l'ancienneté et du salaire estimé au jour du versement de la prestation (fin de carrière).

Le salaire est projeté jusqu'à la date de départ en retraite de la façon suivante :

Salaire en fin de carrière = Salaire en date de calcul * (1+ Taux de revalorisation du salaire)^{durée restante}

Puis sont calculés les droits au terme et sont appliquées deux probabilités : une de survie et une de présence (id. non sortie par licenciement ou démission).

Enfin, un prorata (Ancienneté à la date de calcul / Ancienneté à échéance) et un facteur d'actualisation multiplient le résultat obtenu.

Les principales hypothèses retenues sont : retraite à 67 ans (départ volontaire), taux d'inflation de 1,80%, Turn-over de 15,58% et taux d'actualisation de 2,91% (taux actuariel de l'OAT 10 ans mars 2022).

Le montant des engagements au 30 septembre 2012 est de 57 238 € contre 57 849 € au 31 mars 2012.

Note 16 – Autres provisions

Provisions pour autres risques en €	31/03/2012	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	30/09/2012
Provisions pour IFC	57 849	6 789	4 474	2 926	57 238
Provisions pour autres risques	0				0
TOTAL	57 849	6 789	4 474	2 926	57 238

Du fait de la présentation en IFRS 5 de nos filiales Anglaise, Portugaise, Italienne et Allemande, 6 945 € de provision restructuration est présentée sur la ligne « Passif – Activités cédées 3 ». Cela représente en intégralité des provisions pour autres coûts.

Note 17 – Dettes d'exploitation

17-1 Dettes d'exploitation

Dettes d'exploitation en €	30/09/2012	31/03/2012
Fournisseurs	11 797 692	4 398 083
Avances et acomptes reçus	1 542 322	1 813 518
Produits constatés d'avance	0	2 273
TOTAL	13 340 014	6 213 874

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Dettes d'exploitation par devise d'origine					
Fournisseurs	7 348 739	193 345	625 804	3 629 804	11 797 692
Avances et acomptes reçus	190 504			1 351 818	1 542 322
Produits constatés d'avance					0
TOTAL	7 539 243	193 345	625 804	4 981 622	13 340 014

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Dettes d'exploitation par échéance					
Fournisseurs	7 482 608	4 167 317	111 861	35 906	11 797 692
Avances et acomptes reçus	593 831	948 491			1 542 322
Produits constatés d'avance					0
TOTAL	8 076 439	5 115 808	111 861	35 906	13 340 014

17-2 Autres dettes d'exploitation – Part courante

Autres dettes d'exploitation en € - Part courante	30/09/2012	31/03/2012
Dettes au personnel et comptes rattachés	516 855	254 192
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	340 947	374 799
Autres crédateurs - Courant	0	5 620
Fournisseurs d'immobilisations (1)	1 191 111	1 428 142
TOTAL	2 048 913	2 062 753

(1) En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf. note 5.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part courante					
Dettes au personnel et comptes rattachés				516 855	516 855
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques				340 947	340 947
Autres crédateurs - Courant				0	0
Fournisseurs d'immobilisations				1 191 111	1 191 111
TOTAL	0	0	0	2 048 913	2 048 913

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par échéance- part courante					
Dettes au personnel et comptes rattachés	49 929	127 344	339 582		516 855
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	27 814	85 400	227 733		340 947
Autres crédateurs - Courant					0
Fournisseurs d'immobilisations	99 258	297 778	794 075		1 191 111
TOTAL	177 001	510 522	1 361 390	0	2 048 913

17-3 Autres dettes d'exploitation – Part non courante

Autres dettes d'exploitation en € - Part non courante	30/09/2012	31/03/2012
Comptes courants créditeurs	0	28 699
Fournisseurs d'immobilisations (1)	200 984	404 294
TOTAL	200 984	432 993

(1) En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf. note 5.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part non courante					
Comptes courants créditeurs					0
Fournisseurs d'immobilisations				200 984	200 984
TOTAL	0	0	0	200 984	200 984

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par échéance - part non courante					
Comptes courants créditeurs					0
Fournisseurs d'immobilisations				200 984	200 984
TOTAL	0	0	0	200 984	200 984

Note 18 – Charges de personnel

Charges de personnel en €	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Salaires	2 052 187	1 631 917	1 808 040
Charges sociales	559 649	449 512	478 265
Autres charges de personnel	21 847	51 451	76 115
TOTAL	2 633 683	2 132 880	2 362 420

Note 19 – Résultat financier net

	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Coût de l'endettement net (produits / charges)	-182 305	-232 135	-301 141
Gains de change	666 301	1 908 254	1 274 314
Pertes de change	-336 475	-2 392 402	-430 554
Revalorisation d'instruments financiers à juste valeur	32 669	456 214	-548 327
Sous total impact change	362 495	-27 934	295 433
Charges d'intérêts Océane	-25 182	-65 026	-49 000
Autres produits financiers Océane	0	0	419 000
Sous total retraitement océane	-25 182	-65 026	370 000
Autres produits financiers	1 195	580	165
Produits nets sur cessions de VMP			
Autres charges financières	-11 771	-38 019	-31 311
Sous total Autres	-10 576	-37 439	-31 146
TOTAL RESULTAT FINANCIER	144 432	-362 534	333 146

Note 20 – Impôts sur les résultats

20.1 Charge d'impôts

Le groupe a considéré que les conditions de reconnaissances d'un nouvel actif d'impôt différé n'étaient pas réunies.

Analyse de la charge d'impôts :

Charge d'impôts en €	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Impôts courants	-83 185	-10 248	-1 732
Impôts différés	-262 993	-440 343	-164 727
Total	-346 178	-450 591	-166 459

Rapprochement entre la charge d'impôts et résultat avant impôts :

En €	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Résultat Net Part du Groupe	1 506 202	1 702 981	1 279 232
Intérêts minoritaires dans le résultat			
Charge d'impôt de la période	-346 178	-450 591	-166 459
Résultat taxable	1 852 380	2 153 572	1 445 691
Taux d'imposition théorique de la société mère	33,33%	33,33%	33,33%
(Charge) produit d'impôt théorique	-617 398	-717 786	-481 849
Différences fiscales	-176 073		
Déficits fiscaux non activés	-29 254	-259 673	-356 381
Carry back	20 535		69 329
Différentiel de taux d'imposition	322 747	418 259	233 877
Retraitements de consolidation sans impôts	133 265	108 609	368 565
Charge d'impôt	-346 178	-450 591	-166 459
Taux facial de l'impôt groupe	-18,69%	-20,92%	-11,51%

20.2 Impôts différés

Nature des soldes d'impôts différés au 30/09/12 :

En €	30/09/2012	31/03/2012
Impôts différés actifs		
Sur décalages fiscaux temporaires		
Sur retraitement de consolidation	855 086	910 527
Total	855 086	910 527
Impôts différés passifs		
Sur décalages fiscaux temporaires		
Sur retraitement de consolidation	126 721	
Total	126 721	0

Origine des impôts différés actifs et passifs :

En €	Actifs	Passifs	Net	Net
	30/09/2012	30/09/2012	30/09/2012	31/03/2012
Immobilisations incorporelles	240 574	126 721	113 853	93 212
Immobilisations corporelles		646	-646	381
Stocks			0	0
Instruments financiers			0	2 626
Autres actifs	19 776		19 776	10 928
Provisions	77 598		77 598	77 802
Instruments financiers		8 263	-8 263	0
Autres passifs		37 970	-37 970	-46 763
Reports fiscaux déficitaires	564 017		564 017	772 341
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	-46 879	-46 879	0	0
Impôts différés actifs au bilan	855 086		855 086	910 527
Impôts différés passifs au bilan		126 721	-126 721	0
TOTAL	855 086	126 721	728 365	910 527

Compte tenu de la nouvelle répartition des résultats qui ne concernent plus que les sociétés France et Hong Kong et des taux d'imposition respectifs (33.3% et 17.5%), le groupe peut raisonnablement penser que les déficits antérieurs activés pourront être imputés sur les exercices à venir.

Au 30 septembre 2012, le Groupe (pour les sociétés non concernées par IFRS 5) dispose de reports fiscaux déficitaires non utilisés et non activés dont l'échéance se répartit comme suit :

Maturité des déficits reportables €	Lexibook Iberica	Lexibook France	TOTAL
Illimité	943 060	255 990	1 199 050
TOTAL	943 060	255 990	1 199 050

Note 21 – Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées. Les transactions se font au prix du marché.

21.1 Achats et ventes de biens et services

En €	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Locations	110 690	110 690	110 690
Charges locatives	14 400	14 400	18 000
Total	125 090	125 090	128 690

21.2 Rémunération des mandataires sociaux

Rémunération en €	30/09/2012	30/09/2011	30/09/2010
Avantages à court terme partie fixe	109 800	109 800	109 800
Avantages à court terme partie variable	60 742	20 000	0
Avantages postérieurs à l'emploi			
Autres avantages à long terme	10 774	10 774	10 774
Indemnités de fin de contrat de travail		0	0
paiements en action		0	0
Total	181 316	140 574	120 574

Note 22 – Engagements donnés et reçus

22.1 Engagements donnés

Lexibook dispose, au 30 septembre 2012, d'engagements d'achat à terme de 4 265 199 dollars US à un cours moyen de 1.3172 dollars par euro. Cet engagement fait l'objet d'une valorisation à la juste valeur comme indiquée Note 28.

Lexibook s'est portée caution auprès de ses partenaires bancaires pour que des « stand-by letter of credit » soient ouvertes au profit de la filiale de Hong Kong, et ce pour 11 300 000 dollars US convertis au cours de clôture de 1,2930 dollars par euro.

Par ailleurs, Lexibook s'est portée caution auprès de la banque HSBC afin que celle-ci accorde à Lexibook Hong Kong une convention de facilité bancaire à hauteur de 35 000 000 dollars hongkongais convertis au cours de 10,0258.

Les contrats signés avec les sociétés FactoFrance et Cofacredit, respectivement pour le financement de l'activité domestique et de l'activité export, prévoient :

Caractéristiques	FACTOFRANCE	COFACREDIT
Réserves	8%	10%
Retenue de garantie	15%	15%
Minimun Fonds de Garantie	614 000	100 000
Commission d'affacturage	0,22%	0,28%
Commission d'anticipation	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %

Au 30 septembre les créances brutes cédées auprès du factor s'élevaient à 4 441 649 € (3 098 647 € auprès de GE Commercial Finance et 1 343 002 € auprès de la Cofacredit).

Il n'y a pas d'effets escomptés non échus au 30 septembre 2012.

Lexibook SA a un engagement au 30 septembre 2012 sur les lignes « CREDOC » accordées par les banques et utilisées pour financer les achats de marchandise pour un montant de 10 571 215 USD, soit 8 175 727 € au cours de clôture de 1.2930.

Dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€, un nantissement a été consenti sur le fonds de commerce et les marques conformément à l'accord de conciliation en date du 26 avril 2010.

- La ligne « New Money » fait l'objet d'un gage sur stock à hauteur de 3,5 M€ du 1^{er} avril 2012 jusqu'à son remboursement intégral le 30 novembre 2012.
- La BRED bénéficie d'un gage sur stock à hauteur de 2.5 fois le financement utilisé. Le financement s'élevant à 1 150 K€, le gage sur stock s'élève à 2 875 K€. Ce nantissement est à échéance au 31 octobre 2012 et est accordé à compter du 1^{er} avril 2012.

22.2 Engagements reçus

- Garantie Oséo à hauteur de 1 500 K€ dans le cadre de la mise en place de la ligne « new money »
- Garantie Oséo à hauteur de 70 % dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€.

Note 23 – Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités, suivant la méthode de distribution des produits vendus tel qu'indiqué au paragraphe 3.14.

30 SEPTEMBRE 2012 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	7 769 325	10 583 665	18 352 990
Autres produits courants	59 580	162 199	221 779
Produits d'exploitation (I)	7 828 905	10 745 864	18 574 769
Coûts d'achat des produits vendus	-4 891 211	-4 890 459	-9 781 670
Dépenses de personnel	-359 359	-2 274 324	-2 633 683
Services Extérieurs	-770 460	-2 513 182	-3 283 642
Taxes (hors impôt société)	0	-122 908	-122 908
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-110 939	-736 905	-847 844
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	0	56 454	56 454
Autres produits et charges d'exploitation	-30 516	-300 964	-331 480
Charges d'exploitation (II)	-6 162 485	-10 782 288	-16 944 773
			0
Résultat d'exploitation (III = I + II)	1 666 420	-36 424	1 629 996
			0
TOTAL DES ACTIFS	7 815 247	33 115 984	40 931 231
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	239 989	239 989
TOTAL DES PASSIFS	7 815 247	14 192 124	40 931 231

Le canal de distribution 1 (FOB) correspond aux ventes dont le départ est le lieu de production. Le client prend la disposition des marchandises sur le lieu de production.

Le canal de distribution 2 (NON FOB) correspond à une prestation complète. Lexibook prend à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique.

30 SEPTEMBRE 2011 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	7 077 124	15 578 315	22 655 439
Autres produits courants	46 575	118 875	165 450
Produits d'exploitation (I)	7 123 699	15 697 190	22 820 889
Coûts d'achat des produits vendus	-3 750 265	-8 167 203	-11 917 468
Dépenses de personnel	-228 550	-1 904 330	-2 132 880
Services Extérieurs	-418 378	-3 597 626	-4 016 004
Taxes (hors impôt société)		-103 900	-103 900
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-105 158	-1 440 036	-1 545 194
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	0	-89 663	-89 663
Autres produits et charges d'exploitation	-21 947	-453 747	-475 694
Charges d'exploitation (II)	-4 524 298	-15 756 505	-20 280 803
			0
Résultat d'exploitation (III = I + II)	2 599 401	-59 315	2 540 086
			0
TOTAL DES ACTIFS	5 135 488	40 980 940	46 116 428
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	230 407	230 407
TOTAL DES PASSIFS	5 135 488	40 980 940	46 116 428

Note 24 – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

Note 25 – Liste des sociétés du Groupe

Liste des filiales et participations en €	Capital	% de détention	Capitaux propres (hors capital)	Valeur brute des titres au 30/09/2012	Valeur nette des titres au 30/09/2012	Prêts / dettes Net	Cautions et avals accordés (1)	Chiffre d'affaires 30/09/2012	Résultat net 30/09/2012	Dividendes versés (-), reçus (+)
A. Filiales détenues à plus de 50%										
Lexibook Hong Kong Limited	49 872	99,9%	-32 889	236 340	236 340	-3 282 338	12 257 187	7 769 325	1 905 460	-2 393 832
Lexibook Iberica SL	153 104	99,9%	-831 467	153 014		887 845		-7 856	-64 170	
Lexibook Electronica LDA	150 000	99,9%	-1 575 099	149 918	0	1 414 747		-90	-21 733	
Lexibook UK	589 461	98,9%	-2 776 059	731 904		2 059 211		0	106 054	
Lexibook Italia	10 400	100,0%	-439 217	20 228		421 852		0	-7 295	
Lexibook USA	387	100,0%	-330 126	399		632 218		322 318	-6 477	
Lexibook Germany	25 000	100,0%	47 587	25 000	25 000	-69 164		0	1 203	

(1) 11 300 000 USD convertis au cours de clôture de 1,2930 et 35 000 000 HKD convertis au cours de clôture de 10.0258.

NB : Les montants en devises étrangères exprimés en euros dans ce tableau ont été convertis au cours de clôture pour les éléments du bilan et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

Note 26 – Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés par le groupe sont uniquement des couvertures de change. Au 30 septembre 2012, ces couvertures étaient matérialisées par des accumulateurs avec barrière désactivante à l'européenne et des options. Les éléments contractuels des accumulateurs et des options ne permettent pas de déterminer de façon certaine les accumulations possibles, nous les avons donc considérés comme non-efficaces au sens de la norme IAS 39 et leur juste valeur a été portée directement en résultat.

La juste valeur retenue repose sur un modèle de valorisation (celui de la banque) rapproché de paramètres observables à défaut de marché de cotation officiel pour les instruments de couverture souscrits par le groupe au 30 septembre 2012 (contrats de change spécifiques avec accumulateurs et barrières désactivantes).

La comptabilité de couverture est appliquée en conformité avec les principes de la norme IAS 39 et concerne les dérivés en couverture de flux de trésorerie futurs.

Le tableau ci-dessous indique les engagements de couverture à la clôture :

Date de valeur	Banque	Engagement total	Cours	Notionel	Valo banque 30/09/12	IMPACT RESULTAT
01/10/2012	Banque 1	1 000 000,00	1,2700	787 401,57	(*)	0,00
01/10/2012	Banque 1	-500 000,00	1,2900	-387 596,90	1 060,29	899,30
05/10/2012	Banque 1	500 000,00	1,2895	387 747,19	-1 060,29	-1 049,59
31/10/2012	Banque 1	1 000 000,00	1,2700	787 401,57	-10 849,96	-10 849,96
02/11/2012	Banque 2	228 000,00	1,4440	157 894,74	9 441,37	9 441,37
01/03/2013	Banque 3	237 199,00	1,3800	171 883,33	5 675,88	5 675,88
31/05/2013	Banque 1	1 800 000,00	1,3500	1 333 333,33	20 677,54	20 677,54
TOTAL GENERAL		4 265 199	1,3172	3 238 065	24 945	24 795

(*) Valorisation non disponible à la date d'arrêté des comptes

Les impacts sur les réserves et le compte de résultat :

	Impact Capitaux Propres	Impact Résultat
Comptes mars 2012		-7 874
Arrêté 30-09-2012		24 795
Impact 2012/2013		32 669
Impôt différé		-10 889
Impact Net		21 780

L'impact sur les capitaux propres est en lecture directe sur la variation des capitaux propres, l'impact résultat avant impôt se retrouve sur la note 19 des comptes consolidés

Les actifs et passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

en €	30 septembre 2012			31 mars 2012		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Juste valeur négative des dérivés de couverture non éligibles au traitement de comptabilité de couverture prévu par IAS 39		24 795	24 795	-	7 874	- 7 874
Juste valeur négative (+) ou positive (-) des dérivés de couverture qualifiés d'efficace et comptabilisés selon les règles de la comptabilité de couverture d'IAS 39			-			-
Actifs (-) et Passifs (+) financiers		24 795	24 795	-	7 874	- 7 874

La juste valeur des dérivés est majoritairement déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché (voir note 3.15.1 Ab et Note 28).

Note 27 – Gestion des risques

Le groupe a procédé à une revue de ses risques et il considère qu'il n'y a pas d'autres risques hormis ceux présentés dans le paragraphe 4 du document de référence et repris dans ce document.